



**Service du
développement
économique**

182, 1^{re} Rue Est
Amos (Québec) J9T 2G1
Téléphone : 819 732-3254
Télécopieur : 819 732-8175

www.ville.amos.qc.ca

POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE D'AMOS

JUIN 2009

ÉQUIPE DE RÉALISATION

Service de développement économique d'Amos

Directrice du service : Maryse Thibault

Agent de développement : André Dulac

GENIVAR Société en commandite

Directeur de projet : Christian Couette, MBA

Chargé de projet : Marc-André Goyette, économiste,
M.A.

Collaboratrice : Jessica Beauguitte, ing. jr

Cartographie : Maude Boulanger

Secrétariat : Cathia Gamache

Référence à citer :

GENIVAR. 2009. *Politique de développement économique de la Ville d'Amos*.
Rapport présenté à la Ville d'Amos. 48 p. et annexes.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Équipe de réalisation	i
Table des matières.....	ii
Liste des tableaux	v
Liste des figures	vi
Liste des cartes	vi
Liste des annexes	vi
INTRODUCTION.....	1
1. SITUATION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA VILLE D'AMOS.....	3
1.1 Évolution de la population	3
1.1.1 Population et densité	3
1.1.2 Groupes d'âge et perspectives démographiques	4
1.2 Situation de l'emploi	5
1.2.1 Indicateurs de l'emploi	5
1.2.2 Répartition des emplois par secteur	6
1.3 Scolarité.....	8
1.4 Infrastructures de formation et de recherche	8
2. ANALYSE DIAGNOSTIQUE	10
2.1 Contexte général de l'économie de la région	10
2.2 Secteur forestier	10
2.2.1 Contexte de l'industrie forestière	10
2.2.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC	13
2.2.2.1 Profil et évolution du secteur	13
2.2.2.2 Formation et recherche.....	14
2.2.3 Diagnostic stratégique – Secteur forestier.....	16
2.2.3.1 Environnement externe.....	16
2.2.3.2 Environnement interne.....	16
2.3 Secteur minier.....	18
2.3.1 Contexte de l'industrie minière	18
2.3.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC	19

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

	<i>Page</i>
2.3.2.1 Activités primaires	19
2.3.2.2 Activités de transformation – entreprises manufacturières reliées au domaine minier	21
2.3.2.3 Activités de formation et de recherche et développement	21
2.3.3 Diagnostic stratégique – Secteur minier	22
2.3.3.1 Environnement externe.....	22
2.3.3.2 Environnement interne.....	23
2.4 Secteur agroalimentaire	24
2.4.1 Contexte de l'industrie agroalimentaire	24
2.4.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC	25
2.4.2.1 Description de la filière agroalimentaire	25
2.4.2.2 Enjeux	27
2.4.3 Diagnostic stratégique - Secteur agroalimentaire.....	29
2.4.3.1 Environnement externe.....	29
2.4.3.2 Environnement interne.....	29
2.5 Secteur touristique.....	30
2.5.1 Contexte de l'industrie touristique	30
2.5.2 Positionnement de la ville dans la MRC	31
2.5.2.1 Caractérisation de l'offre touristique	32
2.5.2.2 Projets de développement	32
2.5.2.3 Infrastructures	33
2.5.2.4 Formation en tourisme	34
2.5.3 Diagnostic stratégique - Secteur touristique.....	34
2.5.3.1 Environnement externe.....	34
2.5.3.2 Environnement interne.....	35
2.6 Secteur hydrique	36
2.6.1 Contexte du secteur hydrique.....	36
2.6.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC	37

LISTE DES TABLEAUX

	Page
Tableau 1.1	Perspectives démographiques de la population selon les groupes d'âge pour la MRC d'Abitibi, 2006 - 2026. 5
Tableau 1.2	L'emploi dans la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi, 2001 et 2006. 6
Tableau 1.3	Évolution de l'emploi en Abitibi-Témiscamingue selon le secteur d'activité, 1988 – 2004. 7
Tableau 1.4	Répartition de l'emploi à Amos par secteur d'activités. 7
Tableau 1.5	Scolarité de la population âgée entre 15 et 64 ans, 2006. 8
Tableau 2.1	Profil du secteur forestier à Amos et dans la MRC d'Abitibi, 2006. 14
Tableau 2.2	Répartition des activités de la filière minière à Amos et dans la MRC. 20
Tableau 2.3	Évolution du nombre d'exploitations agricoles dans la MRC d'Abitibi. 25
Tableau 2.4	Activités tertiaires du secteur agroalimentaire. 27
Tableau 2.5	Orientations stratégiques touristiques pour la MRC d'Abitibi, 2007. 32
Tableau 3.1	Concept et avantages des créneaux d'excellence du programme ACCORD en Abitibi-Témiscamingue. 49

LISTE DES FIGURES

	Page
Figure 1.1	Évolution de la population entre 1996 et 2006.3
Figure 1.2	Répartition de la population selon l'âge, 2001 et 2006.4
Figure 2.1	Répartition des fermes selon les revenus totaux à Amos et dans la MRC d'Abitibi.28
Figure 2.2	Évolution de l'achalandage et des dépenses touristiques en Abitibi-Témiscamingue, 2000 à 2004.31

LISTE DES CARTES

Carte 2.1	Offre touristique d'Amos-Région..... 30
-----------	---

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1	Liste des acronymes
----------	---------------------

INTRODUCTION

L'économie de la ville d'Amos est aujourd'hui plus que jamais tributaire de la conjoncture internationale. En effet, les industries minière et forestière constituent les deux pôles économiques prédominants des secteurs primaire et secondaire de la ville. La volatilité des marchés boursiers ainsi que la crise économique actuelle posent un défi énorme pour les entreprises des produits du bois et des pâtes et papiers ainsi que pour l'industrie minière.

Le processus de réflexion amorcé par la Ville vise à prendre en compte les réflexions qui ont été faites à l'échelle régionale et à approfondir davantage les orientations de développement qui sont propres au contexte socioéconomique d'Amos.

C'est dans ce contexte que la Ville d'Amos a amorcé un processus de réflexion qui culminera vers la définition d'une politique de développement économique structurante, de manière à faire face aux défis que pose la mondialisation des marchés. La Ville cherche donc, dans un premier temps, à procéder à une analyse sommaire des principales forces, faiblesses et perspectives qu'offre le territoire, pour ensuite relever les variables motrices sur lesquelles mettre l'accent dans le développement régional futur.

Ce processus de réflexion s'inscrit dans la continuité de la démarche de réflexion qui a été effectuée au cours des dernières années à l'échelle de la MRC de l'Abitibi. Cette démarche, connue sous l'appellation de « Concertation pour l'action », aura notamment permis de dresser un portrait de la situation et des enjeux par secteur d'activité. Dans ce sens, le processus de réflexion amorcé par la Ville vise à prendre en compte les réflexions qui ont été faites à l'échelle régionale et à approfondir davantage les orientations de développement qui sont propres au contexte socioéconomique d'Amos.

Afin d'alimenter les discussions qui conduiront vers l'établissement de la politique de développement économique, le rapport qui suit présente dans un premier temps un bref portrait de la situation sociodémographique, en insistant notamment sur l'évolution démographique, le phénomène de vieillissement de la population, la scolarité et la situation de l'emploi. Ce portrait vise à établir dès le départ les enjeux de base qui vont guider en grande partie la définition des actions stratégiques. Par la suite, le deuxième chapitre présente une analyse diagnostique par secteur d'activité, en présentant tour à tour un état de la situation concernant les secteurs forestier, minier, agroalimentaire, touristique, commercial (en lien avec le concept de nordicité) et hydrique. Pour chacun des secteurs, l'analyse débouche sur une caractérisation du positionnement stratégique en termes de forces, faiblesses, perspectives et menaces, de même que sur une identification des enjeux.

Enfin, le troisième chapitre présente d'abord une synthèse des analyses qui ressortent de la démarche « Concertation pour l'action », de même qu'une synthèse des créneaux d'excellence qui ont été retenus dans le cadre du Programme ACCORD (Action concertée de coopération régionale de développement), pour ensuite présenter une définition des grandes orientations de la politique de développement économique.

1. SITUATION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA VILLE D'AMOS

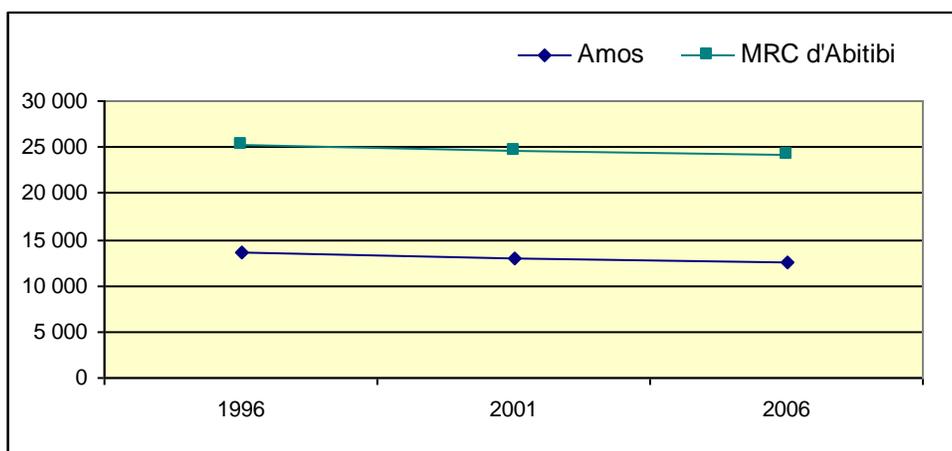
1.1 Évolution de la population

1.1.1 Population et densité

D'après le recensement de 2006, Amos comptait 12 584 habitants, soit 52 % de la population totale de la MRC d'Abitibi (STATCAN, 2007). En dix ans, la population a diminué de près de 8 % à Amos, alors que pour l'ensemble de la MRC, la diminution n'a été que de 4 % (figure 1.1).

D'une part, bien que le déclin de la population soit occasionné par la combinaison de plusieurs phénomènes, la concentration de l'industrie forestière sur le territoire de la MRC et de la ville, le manque d'opportunité d'emplois, ainsi que le non-retour des jeunes partis étudier dans les grands centres ont pu occasionner une diminution de la population en créant une pression négative sur le solde migratoire. D'autre part, la résurgence de l'industrie minière ayant davantage profité à d'autres secteurs de la MRC qu'à la ville d'Amos pourrait expliquer en partie la décroissance plus marquée de la population d'Amos par rapport à la MRC¹.

Figure 1.1 Évolution de la population entre 1996 et 2006.



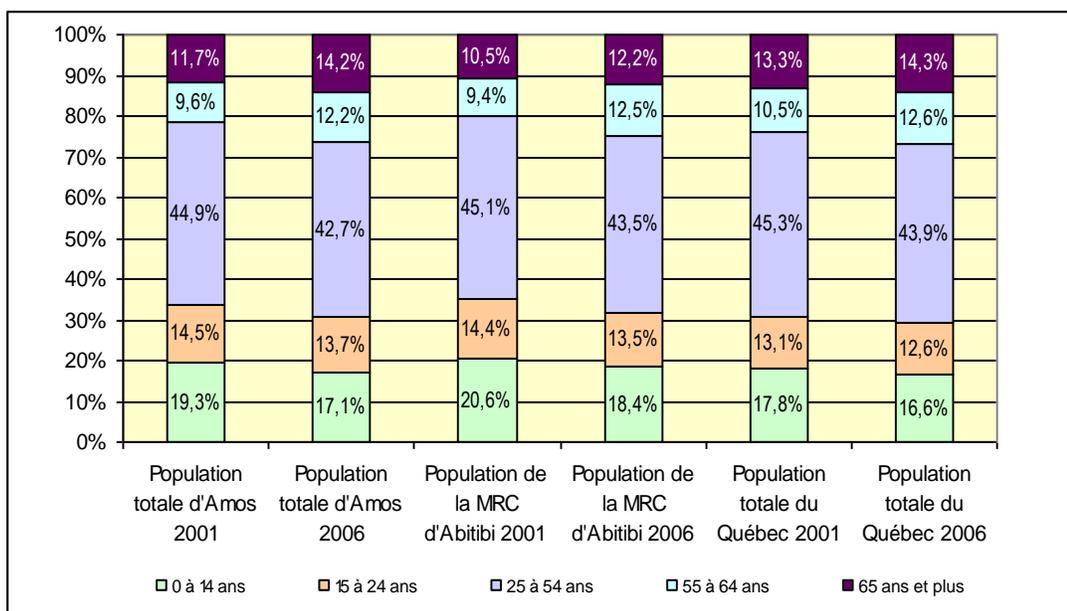
Source : Statistique Canada. Profil des communautés 1996, 2001, 2006.

1 Ces éléments seront approfondis dans les sections respectives du chapitre 2 portant sur l'industrie minière et forestière.

1.1.2 Groupes d'âge et perspectives démographiques

Au niveau de l'âge, la répartition de la population de la ville d'Amos a un profil sensiblement identique à celui de l'ensemble de la population québécoise (figure 1.2). Son âge médian est de 41 ans. Entre 2001 et 2006, la proportion de la population âgée de plus de 55 ans est passée de 21 % à 26 %.

Figure 1.2 Répartition de la population selon l'âge, 2001 et 2006.



Source : Statistique Canada, 2007. Profils des communautés de 2006. Recensement de 2006.

En ce qui concerne les perspectives démographiques, pour l'ensemble de la MRC d'Abitibi, une diminution du nombre d'habitants de 13,5 % est attendue entre 2001 et 2026 selon les projections effectuées par l'Institut de la statistique du Québec. Sur la base des tendances observées, cette diminution toucherait principalement la classe d'âge des 20-64 ans, qui ne représenterait alors que 54 % de la population totale, comparativement à 62 % en 2006 (tableau 1.1).

D'autre part, la classe d'âge des 65 ans et plus verrait sa population augmenter. Elle représenterait alors 27 % de la population totale, comparativement à 12 % en 2006, tandis que la classe des 0-19 ans ne représenterait plus que 19 % de la population totale, comparativement à 26 % en 2006.

Cette baisse graduelle du poids relatif des jeunes et de la population active jumelée à l'augmentation substantielle de la proportion des personnes

aînées occasionnera un vieillissement accéléré de la population dans la MRC d'Abitibi. Les groupes d'âge étant répartis de manière similaire entre la MRC d'Abitibi et la ville d'Amos, cette dernière devrait également connaître un vieillissement de sa population.

Tableau 1.1 Perspectives démographiques de la population selon les groupes d'âge pour la MRC d'Abitibi, 2006 - 2026

Année	Population	0-19 ans	%	20-64 ans	%	65 ans +	%
2006 ¹	24 275	6 265	25,9	15 070	62,5	2 955	12,3
2016 ²	22 958	4 576	19,9	14 277	62,2	4 105	17,9
2026 ²	21 724	4 044	18,6	11 789	54,3	5 891	27,1

1 Source : STATCAN, 2008a. Données de recensement.

2 Source : ISQ, 2003 : Données de prévisions.

Les conséquences de la décroissance démographique pourraient avoir des impacts importants pour la ville d'Amos dans divers domaines. La démographie joue généralement un rôle moteur dans la croissance économique. Une économie qui connaît une croissance démographique continue alimente une forte demande intérieure en biens et services. Avec la décroissance démographique anticipée aussi bien à l'intérieur de la MRC d'Abitibi que dans la ville d'Amos, il existe un risque potentiel de contraction du marché intérieur pouvant mener à un ralentissement de la croissance du secteur industriel et des services. Toutefois, il serait possible de compenser en partie ce ralentissement par l'augmentation de la productivité dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

Essentiellement au regard du marché du travail, la baisse démographique aura pour effet une diminution de la population active et, par ricochet, une hausse possible des difficultés de recrutement d'une main-d'œuvre formée et qualifiée. À cela, il faut ajouter les risques associés aux pertes de savoir-faire. Ces constats représentent des enjeux non seulement pour la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi, mais aussi pour la grande majorité des villes et des régions du Québec.

1.2 Situation de l'emploi

1.2.1 Indicateurs de l'emploi

La situation générale du marché du travail s'est légèrement améliorée entre 2001 et 2006 dans la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi. Le taux d'activité, la population active et le taux d'emploi ont augmenté, alors que le taux de chômage a diminué. Ces derniers indicateurs sont très pertinents pour comprendre la dynamique de l'emploi. D'une part, le taux d'activité constitue un indicateur fiable du dynamisme du marché du travail, alors que le taux

d'emploi permet de mesurer la capacité d'une économie à générer suffisamment d'emplois pour occuper sa population active. De plus, tant et aussi longtemps que l'emploi augmente plus rapidement que la population active, le taux de chômage diminue généralement (tableau 1.2).

L'amélioration des conditions du marché du travail dans la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi a certainement encouragé les gens à joindre la population active, ce qui peut expliquer en partie la diminution du taux de chômage entre 2001 et 2006.

Par contre, les indicateurs du marché du travail sont généralement moins bons que les moyennes québécoises qui atteignent 60,4 % pour le taux d'emploi et 7 % pour le taux de chômage, comparativement à 58,3 % et 12 % respectivement pour la ville d'Amos.

De surcroît, il faut également mentionner que les dernières statistiques disponibles ne tiennent pas compte des difficultés récentes qu'éprouve l'ensemble de l'industrie forestière. De plus, la croissance économique anémique observable aux États-Unis et la valeur élevée de la devise canadienne par rapport au dollar américain devraient nuire aux entreprises exportatrices de ressources naturelles de la région. Selon Service Canada, le bilan de l'emploi manufacturier sera vraisemblablement négatif entre 2007 et 2009 pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue, soit une diminution de 3 % en raison notamment des perspectives peu favorables dans l'industrie forestière (tableau 1.2).

Tableau 1.2 L'emploi dans la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi, 2001 et 2006

Caractéristiques	Ville d'Amos		MRC d'Abitibi		Province de Québec	
	2001	2006	2001	2006	2001	2006
Population totale de 15 ans et plus	10 525	10 090	19 545	19 455	5 945 900	6 184 490
Population active	5 605	6 695	10 045	12 635	3 434 265	4 015 200
Taux d'activité (%)	63,0	66,4	61,7	64,9	64,2	64,9
Taux d'emploi (%)	54,7	58,3	52,3	58,1	58,9	60,4
Taux de chômage (%)	13,0	12,0	15,2	10,6	8,2	7,0

Source : Statistique Canada. 2007. Profils des communautés de 2001 et 2006. Recensements de 2001 et 2006.

1.2.2 Répartition des emplois par secteur

Au cours des dernières années, à l'image de l'ensemble du Québec, la région de l'Abitibi-Témiscamingue a assisté à la tertiarisation de son économie. De 1988 à 2004, la part de l'emploi dans le secteur des services est passée de 38 500 à 47 000 emplois, de sorte que la proportion du

secteur par rapport aux emplois totaux est passée de 62 % à 71,5 %. Le secteur de la production de biens est quant à lui passé de 23 800 à 18 600 emplois, ce qui représente une part d'emploi régressant de 38 % à 28 %. À l'exception de la fabrication et de l'agriculture, toutes les autres composantes de ce secteur ont enregistré une décroissance (tableau 1.3).

En 2006, avec 525 emplois ou 8 % de l'ensemble des emplois de la ville d'Amos, le secteur de l'agriculture occupait une place beaucoup plus importante qu'au Québec (4 %). Le secteur des services offrait quant à lui 5 115 emplois ou 71,5 % de tous les emplois de la ville. Au Québec, il s'agit d'un bassin d'emplois qui représentait 75 % des emplois totaux en 2006.

Enfin, les secteurs de la fabrication et de la construction représentaient respectivement 10 % et 5 % des emplois totaux de la ville d'Amos en 2006, comparativement à 15 % et 5 % pour le Québec (tableau 1.4).

Tableau 1.3 Évolution de l'emploi en Abitibi-Témiscamingue selon le secteur d'activité, 1988 – 2004

	1988	2000	2004	1988/2004
Secteur de la production de biens	23 800	20 200	18 600	-21,8 %
Agriculture	700	1 900	1 000	42,9 %
Foresterie et exploitation forestière	5 400	2 600	3 000	-44,4 %
Extraction minière	6 900	4 200	4 500	-34,8 %
Services publics	-	-	-	-
Construction	3 800	3 300	2 500	-34,2 %
Fabrication	5 600	7 300	6 200	10,7 %
Secteur des services	38 500	45 700	47 000	22,1 %
Ensemble des industries	62 300	65 900	65 700	5,5 %

Source : Compilation de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, enquête sur la population active - Statistique Canada.

Tableau 1.4 Répartition de l'emploi à Amos par secteur d'activités

Caractéristiques	Amos		MRC d'Abitibi		Province	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Agriculture et autres ressources relatives aux industries	525	8	1 605	13	145 985	4
Industries relatives à la fabrication	630	10	1 380	11	573 550	15
Industries relatives à la construction	310	5	625	5	205 665	5
Services						
Commerce de gros	350	5	620	5	173 190	4
Commerce de détail	745	11	1 395	11	472 030	12
Finances et services immobiliers	260	4	510	4	211 230	5
Services de commerce	765	12	1 465	12	673 565	17
Services d'enseignement	445	7	770	6	270 895	7
Soins de santé et services sociaux	1 120	17	1 800	14	441 705	11
Autres services	1 430	22	2 275	18	761 855	19
Total des services	5 115	78	8 895	71	2 947 256	75

Population active totale de 15 ans et plus	6 575	100	12 450	100	3 929 675	100
--	-------	-----	--------	-----	-----------	-----

Source : Statistique Canada, 2007. Profils des communautés de 2006. Recensement de 2006.

1.3 Scolarité

La ville d'Amos, bien qu'elle ait effectué des pas de géant en ce qui a trait à la scolarité postsecondaire, est confrontée à un taux de sous-scolarisation (aucun diplôme) élevé (27 %). Au Québec, ce taux est de 21 %. Les jeunes qui laissent le milieu scolaire sans diplôme diminuent leurs chances de se trouver un emploi. Ce phénomène, s'il perdure, accroîtra les difficultés de recrutement par les entreprises de la région d'une main-d'œuvre formée et spécialisée (tableau 1.5).

Dans le même sens, selon les données de Statistique Canada, près de 21 % de la population d'Amos âgée entre 15 et 64 ans détenaient un certificat d'école de métier (CEM) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP), comparativement à 16 % pour le Québec.

En contrepartie, 30 % de la population d'Amos détenait une formation collégiale ou universitaire, comparativement à 41 % pour le Québec (tableau 1.5).

Tableau 1.5 Scolarité de la population âgée entre 15 et 64 ans, 2006

Classe d'âge	Aucun diplôme (%)	DES ou CES (%)	CEM ou DEP (%)	CEC ou DEC (%)	Diplôme universitaire inférieur au baccalauréat (%)	Diplôme universitaire (%)
Ville d'Amos	27	23	21	14	4	12
<i>Hommes</i>	29	20	26	11	2	11
<i>Femmes</i>	24	27	15	17	5	12
MRC	32	21	23	13	4	9
Province de Québec	21	23	16	18	5	18

Note : DES - Diplôme d'études secondaires, CES - Certificat d'études secondaires, CEM - Certificat d'école de métiers, DEP - Diplôme d'études professionnelles, CEC - Certificat d'études collégiales, DEC - Diplôme d'études collégiales

Source : Statistique Canada, 2007. Profils des communautés de 2006. Recensement de 2006.

1.4 Infrastructures de formation et de recherche

La ville d'Amos est dotée de sept établissements d'enseignement primaire, deux écoles secondaires et un cégep, le campus du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue qui comprend 250 étudiants en formation régulière.

Le Cégep d'Amos a vu sa fréquentation d'étudiants progresser de 178 en

2001 à 214 en 2006 (rapport annuel 2006-2007, CÉGEP-AT). Les programmes réguliers qui y sont offerts sont : *Sciences de la nature* et *Sciences humaines* pour l'enseignement préuniversitaire et *Techniques de comptabilité et de gestion*, *Soins infirmiers et intervention en délinquance* pour l'enseignement technique.

Par ailleurs, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue possède un campus à Amos qui offre plusieurs certificats et microprogrammes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles dans les domaines des sciences de la gestion, du développement humain et social, de l'éducation et des sciences appliquées. Deux programmes de sciences appliquées pour la formation en foresterie (en partenariat avec l'Université Laval) ouvriront possiblement en 2009.

Enfin, de la formation sur mesure est proposée par l'UQAT, par son campus d'Amos. Concernant le Cégep, des modules de formation en habiletés de gestion, qui sont déjà offerts à Ville-Marie et Val-d'Or, devraient être proposés prochainement sur le campus du Cégep à Amos.

L'ensemble des secteurs d'activité est couvert par des unités de recherche de l'UQAT et plusieurs chaires sont en place. Les chercheurs sont en majorité basés à Rouyn-Noranda.

Cependant, le campus d'Amos est actif dans le domaine de la ligniculture, de la sylviculture intensive et dans la ressource hydrique souterraine. En effet, une maîtrise en Biologie reliée à la foresterie ou à la ressource hydrique souterraine, ainsi qu'un doctorat en Science de l'environnement relié à la foresterie ou à la ressource hydrique souterraine sont offerts.

2. ANALYSE DIAGNOSTIQUE

2.1 Contexte général de l'économie de la région

En Abitibi-Témiscamingue, le produit intérieur brut (PIB) était estimé à 4,4 G \$ en 2006, soit une hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente (Observat, 2007). Toutefois, cette hausse correspond à un ralentissement de la croissance, puisque la croissance du PIB régional en 2005 était de 6,8 %. La concentration de l'industrie forestière sur le territoire peut expliquer en partie ce ralentissement de la croissance.

Au cours des dernières années, le secteur de la production de biens a généré en moyenne 40 % du PIB de la région. Cette contribution est plus importante qu'à l'échelle québécoise. Le secteur des services contribue quant à lui au PIB de la région à hauteur de 60 % (Observat, 2007).

Bien que l'économie de la région se diversifie de plus en plus par rapport au secteur de la production de biens, les exploitations forestière, minière et agricole demeurent les piliers économiques de la région. Toutefois, ces secteurs d'activité connaissent une mutation depuis plusieurs années. Le secteur forestier connaît une crise tandis que le secteur minier est en plein essor. Le volume des investissements en exploration minière et en mises en valeur a par ailleurs augmenté dans la région. En 2006, 778 M \$ de dépenses d'exploration et d'aménagement de complexes miniers ont été réalisées en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec (Observat, 2007). Conséquemment, l'industrie minière semble être celle qui va soutenir la croissance de l'emploi dans la région.

De manière générale, une grande partie de la vulnérabilité de la région repose sur le niveau important de ses exportations vers les États-Unis, créant ainsi une dépendance majeure face à la conjoncture économique nord-américaine. Ainsi, le développement d'entreprises de 2^e et 3^e transformation, ainsi que la diversification industrielle, sont des enjeux majeurs pour le développement économique de la région et de ses territoires.

2.2 Secteur forestier

2.2.1 Contexte de l'industrie forestière

Cette industrie subit, depuis quelques années, une crise sans précédent, conséquence de facteurs structurels, mais aussi conjoncturels. Les difficultés structurelles qu'a connues l'industrie forestière de la première transformation

sont importantes.

Ce segment d'activité s'est vu imposer une réorganisation complète, notamment avec les quatre conflits canado-américains sur le bois d'œuvre, la hausse du coût de la fibre, la vive concurrence internationale dans le domaine des pâtes et papiers et, suite au Rapport Coulombe, les baisses d'approvisionnements de 20 % avec la loi 71. Depuis ce temps, le forestier en chef a refait le calcul de la possibilité forestière et arrive au pourcentage moyen de 23,7 % de baisse d'approvisionnement pour l'Abitibi-Témiscamingue (Blanchette, 2008). Cette baisse des approvisionnements a eu comme conséquence d'accélérer le processus de rationalisation de l'industrie. Ainsi, certaines entreprises ont fermé leurs usines les moins performantes en Abitibi-Témiscamingue pour réduire la pression des coûts fixes. À moyen terme, lorsque le marché du bois de sciage profitera de la relance de l'économie nord-américaine, la baisse des approvisionnements pourrait s'avérer néfaste pour les usines de papier qui s'alimentent présentement du bois des scieries. Néanmoins, la solution pourrait venir du Centre technologique des résidus industriels (CTRI) et de l'UQAT. Rappelons que le CTRI est un organisme à but non lucratif, mandaté par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue pour stimuler l'innovation et le développement technologique reliés à la valorisation des résidus industriels et des ressources sous-utilisées provenant principalement des secteurs forestiers, miniers et agricoles. Quant à l'UQAT, elle travaille présentement à améliorer génétiquement les arbres de reboisement afin d'augmenter le volume de matière ligneuse produit sur une superficie de territoire réduite.

La conjoncture nord-américaine a également contribué à aggraver la situation de l'industrie forestière. Par exemple, le ralentissement du nombre de mises en chantier aux États-Unis, l'affaissement du prix des matériaux de bois et l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain constituent des facteurs ayant des répercussions négatives sur l'industrie forestière canadienne. Par surcroît, la concurrence mondiale est plus intense, notamment avec l'arrivée de certains pays tropicaux et semi-tropicaux (Amérique du Sud, Asie) qui ont recours à l'exploitation d'espèces d'arbres à croissance rapide comme l'eucalyptus.

Ces différents facteurs engendrent des menaces directes pour l'industrie forestière québécoise. Des répercussions sur la rentabilité des entreprises ont entraîné la fermeture de la moitié des usines de 1^{re} transformation de la MRC d'Abitibi au cours des dernières années.

L'environnement externe de cette industrie propose toutefois quelques occasions dans le domaine des produits à valeur ajoutée et de la 2^e et 3^e transformation. Par exemple, bien que sujette à la concurrence internationale, la demande croissante en matériaux de construction plus

raffinés constitue une occasion intéressante (CPA, 2007b).

Enfin, un nouvel enjeu s'est récemment ajouté au portrait, soit le développement durable et particulièrement la réduction des gaz à effet de serre. Certains perçoivent cet enjeu comme une occasion, mais ce n'est pas le cas des représentants de l'industrie papetière qui font face à une réglementation de plus en plus contraignante et coûteuse.

2.2.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC

2.2.2.1 Profil et évolution du secteur

En 2006, la ville d'Amos comptait 42 % des entreprises de la filière forestière implantées dans de la MRC d'Abitibi, soit 50 entreprises sur 119². Ce secteur employait 1 374 personnes à Amos, soit 57 % des emplois de la filière au sein de la MRC. Les activités primaires représentaient 48 % des emplois totaux de l'industrie forestière à Amos, comparativement à 10 % pour les activités de 1^{re} transformation, 10 % pour les activités de 2^e transformation, 30 % pour les activités reliées au transport de produits forestiers et 1 % pour les activités de fabrication de machine pour scieries et machine du bois (tableau 2.1).

La filière forestière est donc passablement développée et complète dans la ville d'Amos. Néanmoins, les activités de 2^e transformation pourraient être développées davantage, notamment dans les systèmes de construction en bois, créneau d'excellence du programme ACCORD pour l'Abitibi-Témiscamingue. La convergence des sous-secteurs du bois d'ingénierie, des panneaux, des systèmes préfabriqués ainsi que du bois d'œuvre pour en faire un créneau bien structuré et complet permettrait de créer une synergie dans l'ensemble de la filière et de bien positionner Amos dans divers marchés.

Au cours des dernières années, la MRC d'Abitibi a été affectée par la crise du secteur forestier. Ainsi, 4 usines de 1^{re} transformation, dont trois de sciage ont fermé leurs portes. Une seule d'entre elles était implantée à Amos. De plus, la crise qui se prolonge défavorise les initiatives entrepreneuriales tant dans la MRC que dans la ville d'Amos.

Les activités primaires, de 1^{re} transformation, ainsi que de transport local de produits forestiers occupent encore aujourd'hui un grand nombre de personnes dans la MRC. Elles sont présentes notamment à Amos grâce à la présence de cinq entreprises de taille importante qui emploient plus de 100

2 L'ensemble des entreprises de la filière forestière implantées à Amos est présenté à l'annexe 2.

personnes chacune, soient La Forêt de demain (350 employés), AbitibiBowater - division Amos (260), Matériaux Blanchet inc. (170), Association Coopérative de travail de la Rivière Davy inc. (120) et Temlam inc³. (150).

Tableau 2.1 Profil du secteur forestier à Amos et dans la MRC d'Abitibi, 2006

	Nombre d'entreprises				Nombre d'employés			
	Amos		MRC d'Abitibi		Amos		MRC d'Abitibi	
Activités primaires	24	48 %	58	49 %	617	45 %	1134	47 %
Foresterie et exploitation forestière	20		45		81		273	
Activités de soutien à la foresterie	4		13		536		861	
Activités de 1^{re} transformation	5	10 %	15	13 %	562	41 %	997	41 %
Fabrication de produits en bois	4		14		302		737	
Fabrication du papier	1		1		260		260	
Activités de 2^e transformation	5	10 %	9	8 %	30	2 %	36	1 %
Impression et activités connexes de soutien	3		3		26		26	
Fabrication de meubles et de produits connexes	2		6		4		10	
Transport de produits forestiers	15	30 %	37	31 %	165	12 %	237	10 %
Fabrication de machines pour scieries et travail du bois	1	2 %	1	1 %	1	0 %	1	0 %
Total	50	100 %	119	100 %	1374	100 %	2404	100 %

Source : SERVCAN, 2007a.

2.2.2.2 Formation et recherche

La ville d'Amos, en complémentarité avec le reste de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, propose une offre complète de formation dans le domaine forestier (tableau 2.2).

Tout d'abord, en plus du programme existant de 2^e cycle (gestion durable des écosystèmes forestiers et en biologie) et de 3^e cycle (sciences de l'environnement), afin de répondre au manque grandissant de relève spécialisée dans la MRC d'Abitibi et à Amos, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (en collaboration avec l'Université Laval) prévoit ouvrir 2 formations universitaires de 1^{er} cycle sur le campus d'Amos, le premier en aménagement et environnement forestier et le deuxième, en opérations forestières. En étroite collaboration avec les activités de recherche, mais aussi avec les employeurs du milieu, l'objectif sera de former une relève sensibilisée à l'utilisation optimale des ressources du milieu, ainsi qu'au respect des écosystèmes.

3 Depuis que les données les plus récentes sont parues (2006), l'entreprise Temlam a fermé ses portes.

En appui à ces programmes universitaires, l'UQAT possède une chaire industrielle de recherche en aménagement forestier durable. La chaire a pour mission d'assurer le développement et la qualité des activités de recherche, la formation et le transfert technologique nécessaires à l'élaboration et à l'application de stratégies et de pratiques d'aménagement forestier durable.

En plus de l'UQAM et de l'UQAT, la Chaire regroupe actuellement les partenaires industriels suivants : Produits forestiers Domtar, AbitibiBowater, Matériaux Blanchet, les Industries Norbord (Nexfor), Scierie Landrienne, Groupe des Produits forestiers Tembec, Smurfit-Stone inc. et la Compagnie Commonwealth Plywood Itée.

D'un point de vue plus technique, une multitude de cours sont offerts autant au Cégep qu'à travers les différentes commissions scolaires présentes sur le territoire de la région. Cette main-d'œuvre spécialisée pourrait constituer un levier important quant au développement futur de l'industrie de 2^e transformation.

Enfin, tel que mentionné précédemment, la région de l'Abitibi-Témiscamingue peut également compter sur le Centre technologique des résidus industriels (CTRI), le Réseau ligniculture Québec ainsi que le Centre d'enseignement et de recherche en foresterie (CERFO) qui travaillent de concert avec l'UQAT et plusieurs entreprises afin d'améliorer les problèmes liés au manque de productivité ainsi qu'à la réduction des approvisionnements.

Tableau 2.2 Formations offertes en foresterie

Nom de l'école	Localisation	Scolarité	Cours offerts
UQAT	Rouyn-Noranda	Maîtrise	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise en gestion durable des écosystèmes forestiers - Maîtrise en biologie (volet foresterie) - Doctorat en sciences de l'environnement
UQAT	Amos	2 premières années de baccalauréat	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement forestier - Opérations forestières
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	Diplôme d'études collégiales (DEC)	<ul style="list-style-type: none"> - Technique en technologie forestière
Centre de formation Harricana	Amos	Diplôme d'études professionnelles (DEP)	<ul style="list-style-type: none"> - Abattage et façonnage des bois - Abattage manuel et débardage forestier - Aménagement de la forêt - Conduite de machinerie lourde en voirie forestière

			- Protection et exploitation de territoires fauniques
Centre L'Envol	Témiscaming	Diplôme d'études professionnelles (DEP)	- Opérations pâtes et papiers

2.2.3 Diagnostic stratégique – Secteur forestier

2.2.3.1 Environnement externe

Opportunités

1. Demande croissante de nouveaux produits à valeur ajoutée;
2. Créneau des systèmes de construction en bois retenus dans le programme ACCORD.

Menaces

1. Coûts d'approvisionnements en fibre des plus élevés au Canada;
2. Réduction des approvisionnements forestiers de plus de 20 % pour la région;
3. Conjoncture nord-américaine défavorable;
4. Concurrence mondiale accrue;
5. Lois et règlements plus stricts au niveau environnemental.

2.2.3.2 Environnement interne

Forces

1. Certaines activités de 1^{re} et 2^e transformation implantées à Amos;
2. Activités d'exploitation et de soutien à l'exploitation présentes sur le territoire;
3. Nombre important d'entreprises de transport local;
4. Activités de formation et recherche présentes sur le territoire et orientées vers l'utilisation optimale des ressources et l'augmentation de la productivité;
5. Offre complète de formation sur le territoire.

Faiblesses

1. Un manque d'entreprises œuvrant dans les secteurs de la 2^e et 3^e transformation, spécialement dans le créneau des systèmes de

construction en bois identifié dans le programme ACCORD.

Tableau 2.3 Diagnostic stratégique – Secteur forestier

Diagnostic stratégique

Quelques occasions existent pour le développement du secteur forestier qui connaît actuellement une crise. Bien que sujette à une concurrence féroce et que les entreprises de 1^{re} transformation implantées à Amos soient en majorité occupées à contrer les menaces existantes, la demande croissante en matériaux de construction plus raffinés constitue une occasion intéressante. Le bois québécois étant de bien meilleure qualité que les bois à croissance rapide utilisés par certains pays concurrents, les produits à valeur ajoutée seraient adressés à un marché différent. Par surcroît, ce secteur a été défini comme créneau prioritaire par le programme ACCORD.

Les recherches effectuées à l'UQAT et au CTRI, en appui aux formations académiques existantes et nouvelles qui verront le jour en 2009, pourraient constituer un levier important quant au développement futur de l'industrie de 2^e et 3^e transformation. Ces nouvelles formations, qui seront d'ailleurs orientées vers l'utilisation optimale des ressources, sont également intéressantes du point de vue du défi que représentent le développement durable, l'augmentation de la productivité, ainsi que la baisse des approvisionnements forestiers. Bien mis en perspective, le développement durable permettrait d'optimiser l'utilisation des différentes ressources dans les processus de production et ainsi tirer avantage de ce défi. Un travail concerté des différents acteurs (UQAT, CTRI, organismes de développements économiques, écoles de formations techniques et entreprises) permettrait de préparer l'industrie à se positionner stratégiquement lors d'une éventuelle relance économique.

Quant aux réelles menaces, elles risquent de se prolonger encore quelques années et de diminuer la rentabilité des entreprises restantes. Dans cette perspective, des efforts doivent être consentis pour améliorer rapidement la productivité des entreprises.

Enfin, Amos a la chance de trouver sur son territoire quelques entreprises de 1^{re} transformation dont le siège social et la prise de décision est locale. La ville avec les différents intervenants pourront ainsi être avantagés au niveau des discussions stratégiques portant sur le développement du secteur forestier.

Enjeux

À court terme :

- Sauvegarder les entreprises existantes : améliorer leur positionnement concurrentiel par une amélioration à court terme de leur productivité.

À moyen et long termes :

- Formation de la relève et de la main-d'œuvre dans un esprit de développement durable et d'optimisation des ressources.
 - Diversification vers la production à valeur ajoutée.
 - Favoriser l'investissement ainsi que le développement d'entreprises utilisant de la haute technologie.
 - Maximiser les retombées des services connexes.
 - Les approvisionnements.
-

2.3 Secteur minier

2.3.1 Contexte de l'industrie minière

L'Abitibi-Témiscamingue se positionne comme la troisième région au Québec au regard de l'importance de son industrie minière. Elle bénéficie notamment

de la conjoncture mondiale favorable pour les métaux (cuivre, zinc, or et nickel). Entre 2002 et 2008, les prix de ces métaux ont plus que triplé.

L'industrie minière constitue l'une des sources principales de création d'emplois et de génération de richesses collectives de la région. À la fin de 2007, la production minérale de l'Abitibi-Témiscamingue reposait sur les activités d'exploitation de six mines aurifères. À Val-d'Or, 3 nouvelles mines devraient ouvrir leurs portes en 2008, soit Lapa, Goldex et Lac Herbin.

Alors que dans les pays en voie de développement les activités minières sont ralenties en raison du contexte juridique ou du prix élevé des matières premières, le contexte dans la région est relativement favorable de ce point de vue (SERVCAN, 2007c).

Même si la hausse du prix du pétrole demeure une menace au développement de cette industrie, la hausse des prix des métaux au cours des cinq dernières années, et particulièrement celui de l'or, a contribué à augmenter les dépenses en exploration dans la région (SERVCAN, 2007c). Ces prix sont tout de même sujets à des fluctuations qui représentent en soi des risques potentiels.

Par ailleurs, dans la mesure où cette industrie exploite pleinement des ressources naturelles, la question du développement durable et de l'épuisement de ces ressources est inévitable. Les groupes environnementaux accentuent leurs pressions et des législations plus contraignantes pourraient impliquer un ralentissement sur le plan du développement de nouveaux projets miniers dans la MRC d'Abitibi.

D'autre part, l'âge moyen élevé des mineurs, jumelé au désintéressement des jeunes (CPA, 2007b), fait en sorte qu'il existe une menace de pénurie de relève pour les prochaines années et un risque de non-transfert des connaissances acquises par les baby-boomers actuellement sur le marché du travail. Ce risque existe malgré les débouchés très prometteurs du secteur.

Enfin, la consolidation récente de l'industrie minière pourrait se traduire par un éloignement des centres de décisions de la région.

2.3.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC

2.3.2.1 Activités primaires

La MRC d'Abitibi compte peu de sites d'exploration et d'exploitation,

contrairement aux MRC voisines. Aucun n'est situé directement à Amos⁴ (tableau 2.2).

La ville profite tout de même indirectement de l'éclosion de l'industrie minière de l'ensemble de la région. Sa situation géographique lui confère une position de porte d'entrée vers les territoires du Nord-du-Québec.

Tableau 2.4 Répartition des activités de la filière minière à Amos et dans la MRC

Activités de la filière minière	Nombre d'organisations		Nombre d'employés	
	Amos	MRC Abitibi	Amos	MRC Abitibi
Extraction minière	0	3	0	1 108
Activités de soutien à l'extraction minière	1	4	50	60
Activités primaires	1	7	50	1 168
Première transformation des métaux	2	3	16	17
Fabrication de produits métalliques	5	7	74	77
Activités de transformation	7	10	90	94
Total	8	17	140	1 262

Source : Centre de Service Canada en Abitibi-Témiscamingue, liste des industries et des commerces, octobre 2007.

Dans la MRC, seulement un site est présentement en exploitation. Il s'agit de la mine Laronde située à Preissac et propriété d'Agnico-Eagle Mines. Cette mine représente le plus grand gisement aurifère au Canada. Prévus en exploitation jusqu'en 2025, elle emploie actuellement 629 personnes (CPA, 2007c). Ainsi, l'exploitation de la mine représente de bonnes possibilités d'emplois et de contrats pour la MRC et pour la ville d'Amos. En effet, les entreprises de la ville ont ainsi l'opportunité de se positionner stratégiquement afin d'offrir leurs biens, services et équipements.

Par ailleurs, au cours des cinq dernières années, Cancor a réalisé trois importantes découvertes aurifères et de métaux de base. Elle a signé une entente de coentreprise avec Iamgold. Trois projets pourraient offrir des occasions à la MRC d'Abitibi, soit les propriétés Kistabiche, Bonfortel et Allard (CPA, 2007c). En outre, selon le *Rapport sur les activités d'exploration minière au Québec* (MRNF, 2007), un important programme de forage devrait voir le jour prochainement à 20 km à l'ouest d'Amos en lien avec le projet Dumont de Royal Nickel Inc.

Enfin, l'entreprise de soutien Forage M. Rouiller inc. est très active dans le secteur et emploie 50 personnes à Amos. Elle effectue des forages à forfait (sauf pétrole et gaz) et connaît une période prospère. Par contre, elle a de la difficulté à trouver de la main-d'œuvre spécialisée (CPA, 2007c).

4 L'ensemble des entreprises du secteur minier implantées à Amos est présenté à l'annexe 3.

2.3.2.2 Activités de transformation – entreprises manufacturières reliées au domaine minier

La MRC d'Abitibi et la ville d'Amos jouissent également d'un réseau d'entreprises récentes dans la première transformation des métaux, l'usinage et la fabrication de composantes industrielles. L'entreprise Trionex, implantée à Amos, a un rôle intéressant puisqu'elle offre la distribution, la réparation, l'automatisation, la fabrication et l'installation de composantes hydrauliques, pneumatiques et de système de lubrification et de filtration. De plus, Trionex est, depuis récemment, le concepteur et le fabricant d'un système de manutention et de coupe de carottes de forage qui s'annonce très prometteur, le Coretech (distribué par une entreprise spécialisée dans la fourniture d'équipements miniers basée à Val-d'Or).

Enfin, l'entreprise Labocore International qui fabrique des boîtes de forage, et tout récemment l'entreprise Agritibi RH qui a entrepris de modifier des tracteurs agricoles pour les transformer en tracteurs miniers comptent également parmi les entreprises émergentes.

2.3.2.3 Activités de formation et de recherche et développement

Dans la mesure où, avant 2003, le contexte minier de la région n'était pas favorable, la formation de main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur n'était pas une priorité. Aujourd'hui, c'est devenu un sujet préoccupant puisqu'il est estimé que 5 000 postes devront être comblés dans les 10 prochaines années. Ainsi, les établissements d'enseignement se sont organisés pour répondre à ce phénomène et augmenter le nombre de finissants qualifiés dans le secteur des mines.

Au niveau universitaire, l'UQAT propose une maîtrise en génie minéral, un diplôme d'études supérieures spécialisées en génie minier, ainsi que la 1^{re} année d'étude du baccalauréat en génie minier, programme conjoint avec l'École Polytechnique de Montréal. Ces formations sont toutes offertes au campus de Rouyn-Noranda.

En ce qui a trait aux aspects plus techniques, le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue dispense la formation en technologie minérale, alors que la Commission scolaire de la Vallée-de-l'Or offre une formation en santé et sécurité dans les mines et en forage au diamant.

Les établissements d'enseignement utilisent les entreprises comme laboratoires de formation, rapprochant au maximum la technologie de la

formation. De plus, ils essaient d'offrir à l'industrie locale et étrangère des formations répondant à tous les niveaux d'expertises exigés par les entreprises minières modernes.

En plus des nombreuses sociétés minières, équipementiers et firmes de génie-conseil, plusieurs organisations contribuent également au positionnement de l'expertise de la région de l'Abitibi-Témiscamingue dans le secteur minier. Par exemple : L'Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ), l'Unité de recherche et de service en technologie minérale (URSTM), la Mine-Laboratoire CANMET, le Centre national des mines de Val-d'Or (CSOB), le Département des technologies minières du Cégep et les différentes chaires de recherche de l'UQAT (Chaire CRSNG Polytechnique-UQAT en environnement et gestion des rejets miniers, Chaire de recherche du Canada sur la restauration des sites miniers abandonnés, Chaire de recherche du Canada en gestion intégrée des rejets miniers sulfureux par remblayage et Laboratoire Télébec Mobilité de recherche en communications souterraines sans fil).

Enfin, l'organisme MISA (Mines, Innovations, Solutions, Applications), implanté à Preissac sur le site de la mine Doyon, a été créé en 2005 pour assurer la mise en œuvre d'une stratégie relative au créneau d'excellence Techno-mines souterraines du programme ACCORD (CPA, 2007c). Son mandat est de valoriser l'industrie minière du Québec et de la positionner avantageusement sur les marchés mondiaux, en regard à l'innovation, la compétitivité et la qualité de sa main-d'œuvre.

Il agit également à lutter contre le manque d'engouement face au travail dans le domaine minier, en assurant une forte promotion de l'emploi dans ce secteur d'activité.

2.3.3 Diagnostic stratégique – Secteur minier

2.3.3.1 Environnement externe

Opportunités

1. Contexte minier favorable avec la hausse des prix des métaux;
2. Beaucoup d'activités minières dans le Nord-du-Québec;
3. Plus gros gisement d'Or à proximité d'Amos;
4. Créneau des techno-mines souterraines retenu dans le programme ACCORD.

Menaces

1. Hausse du prix du pétrole;
2. Prix des métaux sujets à la fluctuation causée par l'offre et la demande (cycle économique);
3. Lois et règlements environnementaux;
4. Pénurie de relève liée au manque d'engouement face au travail dans le domaine;
5. Centre de décisions éloigné.

2.3.3.2 Environnement interne

Forces

1. Amos, porte d'entrée du Nord-du-Québec;
2. Certains services aux entreprises minières bien implantées.

Faiblesses

1. Activités de transformation métallique, mais pas de l'or;
2. Manque de main-d'œuvre.

Tableau 2.5 Diagnostic stratégique – Secteur minier

Diagnostic stratégique

Le contexte favorable d'exploration et d'exploitation minière constitue une occasion pour Amos, même si c'est une ville moins directement positionnée dans le secteur. La localisation stratégique de la ville vis-à-vis le Nord-du-Québec et de ses mines est une force qui lui permet de profiter du passage des convois et des travailleurs. De plus, les entreprises présentes sur le territoire d'Amos offrent des services recherchés par les mines du Nord-du-Québec, mais aussi par la mine Laronde située à 80 km au sud de la ville.

Par ailleurs, puisque la santé de l'industrie minière est tributaire de l'offre et de la demande mondiale de métaux, elle est directement liée aux cycles économiques. Ceci a pour conséquence de créer beaucoup d'incertitude quant aux décisions d'investissements. De plus, cette réalité peut également expliquer en partie le manque d'engouement pour ce domaine.

La hausse du prix du pétrole pourrait également s'avérer être une menace sérieuse au développement du secteur, notamment pour les entreprises qui souhaitent soutenir l'exploration et l'exploitation minière dans le Nord-du-Québec. L'éloignement, vu la taille importante de cette région, deviendra une barrière à l'entrée pour les entrepreneurs.

Enjeux

- Positionner Amos comme ville de soutien à l'activité minière environnante et en développement de services connexes.
 - Combler la pénurie de main-d'œuvre et former la relève.
-

-
- Soutenir les entrepreneurs pour que leurs activités s'inscrivent dans une gestion optimale des ressources et dans un processus de développement durable : Encourager la recherche dans ce domaine pour que les entrepreneurs puissent allier innovation et respect de l'environnement.
 - Faire connaître les biens et services disponibles sur le territoire d'Amos (produits déjà existants) et bonifier l'offre.
-

2.4 Secteur agroalimentaire

2.4.1 Contexte de l'industrie agroalimentaire

Le secteur agroalimentaire, tel qu'analysé dans le cadre de ce rapport, comprend les activités d'agriculture, de transformation des produits agricoles, le commerce de gros et de détail alimentaire ainsi que la restauration.

Depuis quelques années, l'industrie agroalimentaire connaît des difficultés. En effet, la consommation de bœuf, qui constitue une part importante de la production agricole de la région, diminue au Canada et au Québec, alors que les exportations ont chuté. Les cas de maladie de la vache folle recensés font partie des raisons initiant des problématiques économiques chez les producteurs.

La consommation de lait au Québec a, quant à elle, connu une diminution de 15 % depuis les 15 dernières années, atteignant 63 litres par an par personne en 2007.

En contrepartie, les producteurs laitiers jouissent de l'augmentation de la consommation des produits laitiers dérivés, tels que les fromages, les yogourts et la crème.

Les producteurs agricoles ont également été affectés par une crise du revenu causée en partie par la hausse des prix de certains intrants comme les grains (éthanol) et le pétrole.

Le secteur ovin, quatrième en importance dans la MRC d'Abitibi, connaît une période de forte concurrence du fait de la mondialisation. Plus de 60 % du marché québécois est alimenté par la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les autres provinces canadiennes.

Pour ce qui est du marché bovin, plusieurs études récentes ont démontré que le Brésil, tout en demeurant le premier exportateur mondial de viande de bœuf élevé à l'herbe, pourrait vraisemblablement devenir le premier exportateur de bœuf de coupe. Ceci représente donc un défi très important

pour l'industrie bovine québécoise de conserver ses marchés, particulièrement dans un contexte où la devise canadienne s'est appréciée face au dollar US.

Par ailleurs, bien que la production soit présentement en diminution dans la région, l'agriculture biologique présente des perspectives de développement intéressantes avec une croissance de la consommation d'au moins 20 % annuellement en Amérique du Nord et en Europe.

Dans le cadre du projet ACCORD, le créneau de l'agriculture nordique axée sur la production bovine a notamment été reconnu comme émergeant dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue et est actuellement au stade des recherches. Bien que le projet Accord soit intéressant à moyen et long termes, pour le moment, il a peu d'impact dans la MRC d'Abitibi et à Amos, car aucune entreprise ne participe à ses travaux.

Enfin, l'application de la Loi sur les appellations d'origine contrôlée offre une certaine visibilité aux produits du terroir et constitue une occasion de développement. Par contre, la mise en marché de ces produits reste difficile. La consolidation des épiceries par l'arrivée simultanée des grandes chaînes ayant peu de considérations pour les produits régionaux est de plus en plus importante.

2.4.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC

2.4.2.1 Description de la filière agroalimentaire

Production agricole

Le nombre d'exploitations⁵ agricoles a légèrement augmenté entre 2000 et 2006 dans la MRC d'Abitibi. La proportion de producteurs de cultures, principalement des grandes cultures, a doublé, alors que le nombre d'exploitations animales a diminué (tableau 2.6).

Tableau 2.6 Évolution du nombre d'exploitations agricoles dans la MRC d'Abitibi

Année	2000	2003	2006
Animale	138	127	109
Végétale	41	26	79
Autre	1	18	0
Total	180	171	188

5 L'ensemble des entreprises de la filière agroalimentaire implantées à Amos est présenté à l'annexe 3.

Source : 2001 et 2003 : (CPA, 2007a) ; 2006 : (STATCAN, 2008b).

À Amos toutefois, sur douze exploitations en 2007 (SERVCAN, 2007a), une seule était liée aux cultures, les onze autres étant liées à l'élevage de bovins, soit cinq pour les bovins de boucherie et six pour les bovins laitiers. La filière agricole est donc peu diversifiée à Amos. Néanmoins, de nouveaux produits ont récemment fait leur apparition sur le territoire, par exemple le miel et les légumes biologiques.

La plupart des exploitations agricoles de la MRC sont des petits producteurs. Plus de 95 % constituent des fermes de moins de cinq employés. Une seule entreprise compte plus de 250 employés. Il s'agit des serres coopératives de Guyenne, situées à Guyenne. À Amos, elles comptent toutes moins de quatre employés. Le nombre total d'emplois agricoles à Amos est de 30 (SERVCAN, 2008).

Industrie de transformation

L'industrie de transformation est très peu présente à Amos. L'ensemble des activités reliées à la fabrication d'aliments ou de boissons employait seulement 24 personnes en 2007. Par contre, la brasserie *Belgh Brass* représente une diversification pour la ville d'Amos. D'une part, elle se positionne dans un créneau original et, d'autre part, grâce à son rachat en novembre 2007 par le groupe Geloso, elle détient une vaste expérience dans la distribution de produits alcoolisés.

L'usine d'embouteillage Eaux Vives Water Bottling Corp. implantée à Saint-Mathieu-d'Harricana sera décrite dans la section relative au secteur hydrique.

Pour ce qui est du bétail, les producteurs le vendent à des parcs d'engraissement à l'extérieur de la région qui sont proches d'un abattoir et des grands marchés (CPA, 2007a).

Secteur tertiaire

Contrairement au secteur secondaire, les activités de ventes en gros, de ventes de détail ainsi que de restauration sont largement représentées en termes d'emplois dans la MRC d'Abitibi et à Amos, puisque respectivement 1 136 et 1 022 personnes y travaillaient en 2007. En ce qui concerne les grossistes-distributeurs, bien qu'il y ait seulement 2 entreprises implantées à Amos, près de 300 personnes y travaillent (tableau 2.4).

Tableau 2.7 Activités tertiaires du secteur agroalimentaire

	Nombre d'entreprises		Nombre d'employés	
	Amos	MRC Abitibi	Amos	MRC Abitibi
Grossistes-distributeurs	2	2	289	289
Magasins d'alimentation	11	20	298	347
Restauration	31	47	435	500
Total	44	69	1 022	1 136

Source : SERVCAN, 2007a.

2.4.2.2 Enjeux

Manque de relève

L'âge moyen des exploitants agricoles à Amos est passé de 50,6 en 2001 à 53,3 en 2006. Cet indicateur est plus élevé que celui de l'ensemble de la MRC, qui est à 48,8 (STATCAN, 2007b).

À l'image des autres secteurs d'activités traditionnelles, la ville d'Amos et la MRC d'Abitibi semblent être victimes d'un manque d'entrepreneuriat chez les jeunes et de conditions gagnantes favorisant la relève dans ce domaine. Les revenus des producteurs agricoles et les difficultés financières qu'ils connaissent ne favorisent pas l'arrivée de la relève.

Malgré tout, plusieurs formations professionnelles et techniques sont offertes à travers les différents centres d'enseignement de la région de l'Abitibi-Témiscamingue afin de former la relève. Au niveau du DEP, le Centre de formation professionnelle Frère-Moffet dispense des formations en horticulture, en production laitière et en production de bovins de boucherie.

En ce qui a trait au le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, il offre une attestation d'études collégiales (AEC) en gestion de l'entreprise agricole.

Il est également à noter que depuis 2008, l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA), campus de Saint-Hyacinthe, accueille des cohortes d'élèves formées uniquement de diplômés des programmes d'études professionnelles en production laitière et en production de bovins de boucherie de diverses commissions scolaires du Québec dans le programme de gestion et exploitation d'entreprise agricole (GEEA). La mise en œuvre de ce programme de parcours de continuité DEP-DEC vise à faciliter l'admission des titulaires d'un DEP dans les établissements d'enseignement collégial. Les diplômés de l'une des deux spécialisations mentionnées,

également finissants de la quatrième secondaire, sont donc admissibles au programme de GEEA de l'ITA. Ils ont ainsi la possibilité d'obtenir leur DEC en deux ans plutôt qu'en trois ans comme c'est le cas selon le parcours normal.

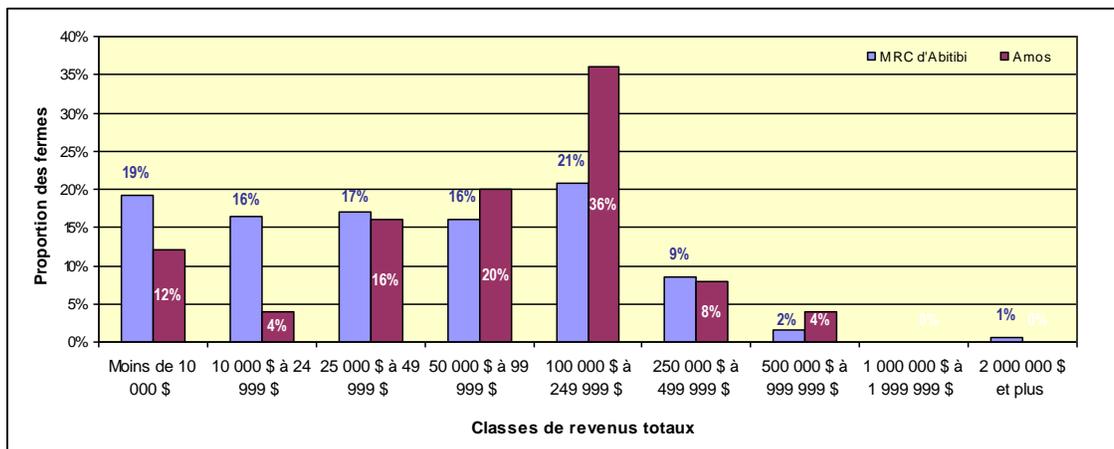
Enfin, en plus de l'ensemble des formations offertes sur son territoire, l'Abitibi-Témiscamingue compte, sur le campus Rouyn-Noranda de l'UQAT, une unité de recherche en agroalimentaire (URDAAT). La mission de l'URDAAT consiste à réaliser des travaux de recherche appropriés aux conditions biophysiques de la région afin de supporter les entrepreneurs régionaux de la chaîne agroalimentaire dans la valorisation des ressources et dans le développement des marchés.

Revenus des fermes

Les productions bovine et laitière se relèvent d'une crise des revenus agricoles. De manière générale, les entreprises laitières ne rencontrent pas leurs coûts de production, les entreprises bovines n'ont pas atteint le prix offert avant la crise de la vache folle et le coût des intrants augmente continuellement.

Bien que la ville d'Amos compte peu d'exploitations agricoles comparativement au reste de la MRC d'Abitibi, ces exploitations génèrent en majorité des revenus situés entre 50 000 \$ et 250 000 \$. Ainsi, près du quart des entreprises de la MRC de la classe 100 000 \$ - 249 999 \$ sont implantées à Amos. Dans la MRC, une proportion importante de fermes génère un revenu de moins de 25 000 \$. Ceci est dû en partie à une exploitation à temps partiel de certaines fermes (CPA, 2007a).

Figure 2.1 Répartition des fermes selon les revenus totaux à Amos et dans la MRC d'Abitibi



Note : Les revenus excluent les produits forestiers vendus.

Production alternative

Les terres sont de bonne qualité et ne contiennent que peu de produits chimiques en général, puisque l'agriculture sur un mode extensif n'est pas pratiquée dans la MRC. Il serait ainsi facile de les certifier « biologiques » et certains producteurs agricoles de la MRC ont déjà réagi à cet atout. Toutefois, à Amos, aucune entreprise n'utilise de mode de production biologique à proprement parler (STATCAN, 2008b).

En 2001, seules quatre fermes étaient certifiées biologiques en Abitibi-Témiscamingue, et trois étaient en transition. Ce nombre a largement augmenté puisque 18 fermes étaient certifiées biologiques en 2006 et 5 étaient en transition.

De plus, un certain nombre d'agriculteurs déclarent produire sous des critères biologiques sans être, ni vouloir être certifiés.

Au niveau de la MRC d'Abitibi, cette dernière comptait au recensement agricole de 2006, 10 producteurs biologiques certifiés, 2 en transition et 11 non certifiés (STATCAN, 2008b).

2.4.3 Diagnostic stratégique - Secteur agroalimentaire

2.4.3.1 Environnement externe

Opportunités

1. Demande croissante pour le lait de spécialités et les produits dérivés;
2. Demande croissante pour les produits biologiques et à valeur ajoutée;
3. Reconnaissance de produits à appellations réservées (Loi sur les appellations réservées 1996);
4. Le créneau de l'agriculture nordique axée sur la production bovine.

Menaces

1. Mise en marché des produits agricoles difficile;
2. Crise des revenus agricoles;
3. Consommation de bœuf en diminution au Canada et aux États-Unis.

2.4.3.2 Environnement interne

Forces

1. Ressources naturelles de qualité (sol et eau);
2. Quantité importante de producteurs bovins (boucherie et laitier);
3. Fabrication de bières;
4. Plusieurs formations offertes et présence d'une unité de recherche en agroalimentaire sur le territoire de la région.

Faiblesses

1. Filière de production agricole misant presque entièrement sur les bovins;
2. Peu d'activités de transformation;
3. Pas de producteurs biologiques, ni de produits à appellations réservées;
4. Manque de relève (manque d'entrepreneuriat).

Tableau 2.8 Diagnostic stratégique – Secteur agroalimentaire

Diagnostic stratégique

À l'image de l'ensemble de la MRC, la ville d'Amos est caractérisée par une forte proportion de producteurs agricoles de bovins. Ces producteurs, avec les ressources naturelles de qualité dont dispose le territoire, pourraient avec un certain soutien, saisir le virage des appellations réservées, notamment celui des produits biologiques qui représente une opportunité intéressante. De plus, le créneau de l'agriculture nordique axée sur la production bovine pourra être valorisé auprès des producteurs locaux.

Cependant, la ville est caractérisée par des filières de production, mais aussi de transformation incomplètes. Accompagnées d'un manque de relève, d'entrepreneuriat, mais aussi de faibles revenus, ces faiblesses pourraient retarder tout développement pour les producteurs existants. Par ailleurs, l'implantation récente d'une entreprise de fabrication de bières sur le territoire de la ville peut servir d'exemple pour inciter l'implantation d'autres entreprises de transformation de produits distinctifs.

Enjeux

- Positionner Amos comme un centre de production agroalimentaire offrant des produits de qualité distinctifs.
 - Diversifier la filière de production en soutenant notamment le développement de la filière ovine.
 - Travailler activement sur l'implantation d'entreprises de transformation.
 - Sensibiliser la population au marché public.
 - Soutenir les initiatives de mise en marché local – restaurants, produits régionaux, etc.
-

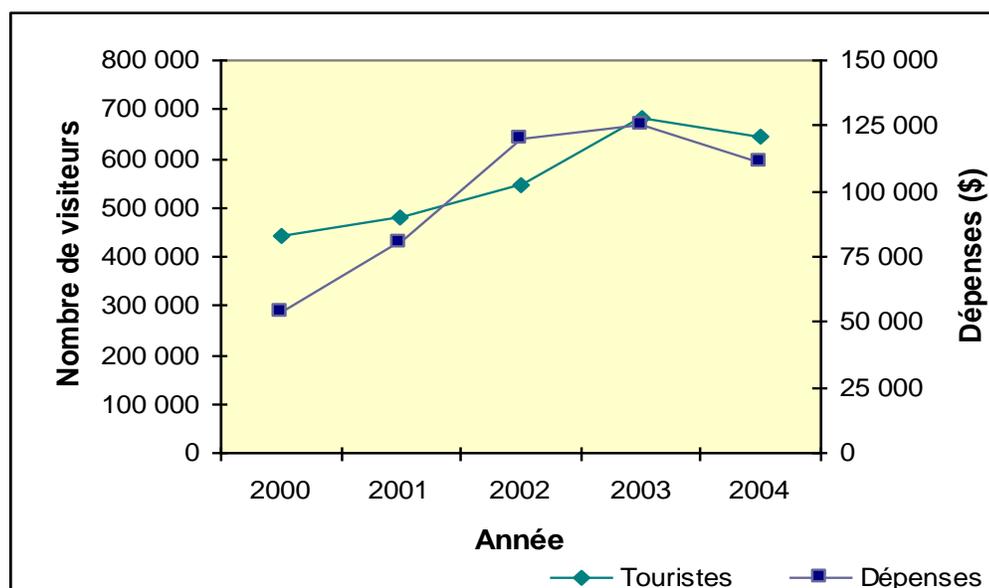
2.5 Secteur touristique

2.5.1 Contexte de l'industrie touristique

Au Québec, le secteur du tourisme de plein air et d'écotourisme est un des segments de l'industrie touristique dont la croissance est la plus rapide. Depuis quelques années, les touristes, en particulier la génération des baby-boomers, recherchent de plus en plus à vivre des expériences authentiques au contact de la nature. De plus, leurs durées de séjour plus flexibles et les moments choisis plus variés font en sorte que la saison touristique est allongée. Ces visiteurs sont également caractérisés par une préoccupation environnementale grandissante. Enfin, la promotion auprès de cette clientèle est facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies, par exemple Internet.

En Abitibi-Témiscamingue, l'activité touristique a connu une croissance significative dans les dernières années. Entre 2000 et 2004, le nombre de visiteurs dans la région a augmenté de 46,5 %, atteignant un nombre de 646 000 visiteurs (figure 2.2). Ces derniers ont généré des retombées économiques équivalentes à 111 M \$ en 2004.

Figure 2.2 Évolution de l'achalandage et des dépenses touristiques en Abitibi-Témiscamingue, 2000 à 2004



Source : Tourisme Québec. *Le tourisme au Québec en bref*. 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004.

2.5.2 Positionnement de la ville dans la MRC

Les orientations de développement touristique d'Amos ont été établies par la mise en place d'un plan de développement touristique en 2007. La Ville d'Amos est responsable de l'accueil, de l'information et de la promotion touristiques et le CLD Abitibi est responsable du développement touristique.

2.5.2.1 Caractérisation de l'offre touristique

Au sein de la MRC d'Abitibi, Amos s'illustre comme le berceau de l'Abitibi. Elle offre sur son propre territoire un nombre intéressant de produits, notamment culturels et patrimoniaux (carte 2.1).

Le Refuge Pageau, produit d'appel de la ville d'Amos et de la MRC d'Abitibi, recueille les animaux sauvages malades ou blessés. Avec une visibilité extrarégionale, cet attrait a vu son achalandage doubler en quatre ans, passant de 12 081 visiteurs en 2001 à 22 000 visiteurs en 2005. Depuis 2006, les visiteurs se maintiennent à environ 20 000 par année.

Par ailleurs, un nombre intéressant d'activités de plein air sont proposées sur le territoire d'Amos et aux alentours. D'ailleurs, le domaine du lac Preissac ainsi que le lac Chassignol s'illustrent dans cette catégorie. De plus, deux entreprises se démarquent pour les expériences de plein air, soit la Corporation du Mont-Vidéo qui offre des glissades sur tube ainsi que nombreux couloirs de descente pour le ski alpin et la planche à neige ainsi qu'Abitibiwinni et sa populaire descente en canot à caractère culturel en compagnie d'Algonquins sur la rivière Harricana intitulée Bercé par l'Harricana. Quant aux sentiers de skis de fond et raquettes, ils sont nombreux et de bonne qualité. Le sentier de motoneige autour d'Amos est assez dense et réparti dans la MRC d'Abitibi. Cette activité occupe une place importante.

Enfin, un certain nombre de visites industrielles permet de valoriser d'autres secteurs économiques au travers du tourisme. Elles sont offertes sur les sites industriels majeurs d'Amos, notamment AbitibiBowater et Matériaux Blanchet inc.

2.5.2.2 Projets de développement

Plusieurs projets touchant la ville d'Amos sont considérés comme prioritaires dans le cadre du plan de développement touristique de la MRC d'Abitibi.

Tableau 2.9 Orientations stratégiques touristiques pour la MRC d'Abitibi, 2007

Catégories d'orientations	Orientations stratégiques	Projets prioritaires ou importants
Orientations stratégiques par axe de développement	Reconnaître le Refuge Pageau comme produit d'appel et le soutenir dans sa consolidation et son développement	Concept de la visite et interprétation Plan de commercialisation Plan quinquennal sur les infrastructures
	Miser sur les avantages culturels et patrimoniaux du milieu	<u>Histoire</u> : Célébration du 100 ^e anniversaire d'Amos, Palais des arts et musée d'histoire de l'Abitibi, Maison

		Authier <u>Patrimoine religieux</u> : cathédrale d'Amos <u>Culture anishinabe</u> : visite de Pikogan
	Miser sur le patrimoine naturel distinctif caractérisé par l'eau, les eskers et la ligne de partage des eaux	Centre d'interprétation sur les eskers
	Tirer profit des occasions de développement	Sentiers de quad et pistes cyclables
Orientations stratégiques générales	Supporter certains produits qui favorisent la dessaisonnalisation du tourisme	Motoneige-quad Événements sportifs Réunions et congrès
	S'assurer que l'offre en matière d'hébergement répond aux besoins des visiteurs en termes de diversité et de capacité	Concertation pour trouver des solutions Soutenir les initiatives Mise en place d'indicateurs de performance
	Bonifier les éléments structurants de l'industrie touristique	Accueil Information touristique Main-d'œuvre Valorisation des produits régionaux
Orientations stratégiques de mise en marché	Se doter d'un positionnement clair de la MRC se basant sur les éléments distinctifs de la destination	Image d'Amos-Région : authenticité de la population, culture et patrimoine, et patrimoine naturel distinctif
	Miser sur les clientèles touristiques, qui génèrent des nuitées en Abitibi-Témiscamingue et extrarégionales pour accroître les retombées touristiques	

Enfin, depuis mars 2008, le CLD Abitibi possède un « Fonds de développement touristique » d'environ 103 000 \$ qui devrait permettre de réaliser les actions du plan 2007-2012. Les promoteurs pourront ainsi demander des aides financières.

2.5.2.3 Infrastructures

Accueil, promotion et accessibilité

Le bureau d'information touristique est jugé efficace par les divers intervenants. Cependant, le site Web, portail aujourd'hui incontournable pour les touristes, est à améliorer.

Actuellement, la présentation du tourisme d'Amos et des environs, en français uniquement, est intégrée au site de la Ville sous le nom *Tourisme*, alors qu'il aurait intérêt à être indépendant, plus dynamique et à refléter les décisions prises dans le plan stratégique de développement stratégique.

Hébergement et restauration

Le réseau de restauration semble bien implanté. Plus des trois quarts des

restaurants de la MRC d'Abitibi, soit un total de 40, sont situés dans la ville d'Amos. Cependant, aucun d'entre eux ne propose de tables mettant en valeur les produits du terroir.

Par ailleurs, la capacité d'hébergement est à améliorer, surtout si le produit « Réunion, congrès et événements » est ciblé (CLD, 2007). Les neuf hôtels/motels ne permettent d'offrir que 129 chambres et suites, et 83 unités de motel aux visiteurs. Deux établissements ont quatre étoiles et un en a trois. En ce qui a trait aux gîtes, ils offrent 12 chambres. Par ailleurs, un camping aux abords d'Amos est disponible pour les visiteurs préférant le plein air.

2.5.2.4 Formation en tourisme

Aucune formation en tourisme n'est proposée dans les établissements d'enseignement. Cependant, des formations en anglais ont été proposées aux commerçants dans les dernières années.

Unique en Abitibi-Témiscamingue, le comité de la table locale en PDRH a préparé une accréditation qualité « Destination Client » afin de rendre obligatoire des formations en lien avec le service à la clientèle dispensé par la CSH et d'une formation touristique dispensée par la Maison du tourisme en collaboration avec le CLD d'Abitibi.

Les promoteurs qui vont adhérer à cette norme s'engageront face à la population et aux touristes à s'améliorer en continu, que ce soit pour leur service à la clientèle, offre de produits ou autre.

Le processus de certification comprend deux formations obligatoires, l'une sur l'offre touristique et l'autre sur le service à la clientèle. Les commerces et attraits touristiques qui prendront part au processus de certification recevront la visite d'un client mystère pour aider à poser un diagnostic afin d'élaborer des stratégies gagnantes.

2.5.3 Diagnostic stratégique - Secteur touristique

2.5.3.1 Environnement externe

Opportunités

1. Utilisation de nouvelles technologies pour rejoindre un bassin de clientèle plus grand;
2. Un patrimoine naturel distinctif, notamment par la présence des eskers, de

l'eau souterraine;

3. Des éléments forts reliés à la culture et au patrimoine : La culture algonquine, Amos comme berceau de l'Abitibi, le patrimoine religieux, Spirit Lake...
4. Le centenaire d'Amos en 2014 canaliser les énergies et facilitera la réalisation de projets touristiques.

Menaces

1. Croissance dépendante de certains événements internationaux;
2. Fluctuation des marchés (climat économique).

2.5.3.2 Environnement interne

Forces

1. Réalisation d'un plan de marketing commun (Ville et MRC);
2. La présence du Refuge Pageau;
3. La présence d'établissements d'hébergements de qualité;
4. Quelques événements bien structurés, notamment sur le plan sportif;
5. Un réseau de sentiers de motoneige de grande qualité;
6. Une grande nature attrayante, comprenant notamment les eskers et la rivière Harricana, un cours d'eau majeur dans la géographie et l'histoire;
7. Une volonté de concertation exprimée par les acteurs de l'industrie touristique;
8. Une importante implication de bénévoles dans l'organisation d'événements.

Faiblesses

1. Une faible capacité en hébergement commercial;
2. Site Web peu attrayant;
3. Faible capacité à communiquer en anglais;
4. Peu de mise en valeur des produits du terroir et de l'agrotourisme, notamment dans la restauration;
5. Un positionnement touristique à revoir, de même que le nom désignant la destination;
6. La précarité de la situation financière des attraits.

Tableau 2.10 Diagnostic stratégique – Secteur touristique

Diagnostic stratégique

La Ville d'Amos a un rôle clé dans le développement touristique de son territoire, mais également dans celui de l'ensemble de la MRC : Elle assume les fonctions d'accueil, d'information et de promotion.

Le plan stratégique de développement touristique de la MRC d'Abitibi a déjà défini des axes de développement. Les forces et faiblesses observées confirment que la Ville d'Amos doit en priorité consolider les éléments structurants de l'industrie touristique. Puis, parallèlement, la Ville doit améliorer l'accueil, l'information et la promotion. Grâce à ces activités, elle complètera les actions du CLD d'Abitibi dans le soutien aux fournisseurs touristiques implantés sur le territoire.

Ainsi, elle doit s'appuyer sur son équipe dynamique pour accroître la portée de l'information. Face au développement des nouvelles technologies, le site Web actuel ne permet pas d'atteindre adéquatement les bassins de touristes de l'est du Québec, susceptibles de visiter la région ou de visiter le Nord-du-Québec et de passer par Amos. Dans l'ensemble, très peu d'informations sont disponibles en anglais, que ce soit à l'écrit ou à l'oral. De plus, la capacité et la diversité actuelle d'hébergement ne permettent pas d'accueillir tous les types de visiteurs et de répondre à leurs attentes variées. Par ailleurs, le peu de mise en valeur des produits du terroir peut nuire à l'atteinte des attentes de nouvelles expériences.

Enjeux

- Assurer la consolidation de l'offre touristique située sur le territoire de la ville d'Amos.
 - Utiliser à bon escient les nouvelles technologies de communication pour élargir la portée des actions d'information et de promotion du bureau d'accueil.
 - Valoriser les produits existants autour d'Amos en utilisant des outils de promotion adaptés.
 - Favoriser la mobilisation des acteurs touristiques pour un meilleur résultat de l'ensemble des actions entreprises.
 - Renforcer la capacité d'hébergement.
 - Inscrire le tourisme dans un créneau spécifique de développement économique.
-

2.6 Secteur hydrique

2.6.1 Contexte du secteur hydrique

La valorisation des ressources hydriques souterraines contenue dans les eskers et autres formations géologiques similaires constitue une occasion de développement dans la MRC d'Abitibi. Ce secteur en émergence est perçu comme une alternative prometteuse vis-à-vis la baisse des emplois dans les secteurs manufacturiers. Récemment, un organisme à but non lucratif, la Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue (SESAT), a vu le jour afin de soutenir l'acquisition et le transfert de connaissances en vue d'assurer une gestion responsable, concertée et proactive du potentiel hydrique de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue.

La contamination de l'eau, notamment par les dépotoirs et les dépôts en tranchée, est une menace importante au développement de ce secteur. Ainsi, de nouvelles réglementations pourraient affecter dans un futur

rapproché l'exploitation, la commercialisation ou la distribution de la ressource hydrique. De plus, des redevances pourraient être instaurées pour les entreprises désirant utiliser l'eau.

La chaîne du secteur hydrique comprend l'eau embouteillée, l'eau en vrac, ainsi que les industries de 2^e et 3^e transformation. Le marché de l'eau embouteillée est bien connu et il existe une demande croissante pour ce produit principalement en Europe, aux États-Unis et en Asie. Cependant, des concurrents de taille sont déjà présents sur le marché depuis plusieurs années. Pour le moment, le contexte est favorable puisque le captage à des fins commerciales n'est soumis à aucune redevance (Observat, 2007).

Le marché de l'eau en vrac, quant à lui, ne correspond pas aujourd'hui à un marché bien identifié. Outre des contraintes de mise en marché majeures, ce marché fait face à des questions éthiques dans la mesure où il vise la commercialisation d'un produit répondant à un besoin vital des populations. De plus, ce marché ne correspond pas à la philosophie de développement économique des élus de la Ville d'Amos.

Par ailleurs, l'eau peut servir d'intrant à valeur ajoutée dans divers produits de 2^e et 3^e transformation. Les marchés potentiels sont notamment les aliments biologiques, les produits pharmaceutiques, les aliments fonctionnels et les produits nutraceutiques. L'intérêt et la demande pour ces produits sont grandissants. De plus, la recherche est largement stimulée depuis quelques années dans ces secteurs. Cependant, l'étude sur le potentiel de commercialisation demandée par la CPA et déposée en mars 2006 a démontré que le soutien au développement d'entreprises de 2^e et 3^e transformation de l'eau n'était pas réalisable à court terme.

2.6.2 Positionnement de la ville d'Amos dans la MRC

La disponibilité, en termes de qualité et de quantité, de la ressource hydrique provenant de l'esker a été confirmée. La MRC d'Abitibi est l'une des rares MRC à puiser seulement dans les eaux souterraines pour alimenter son réseau d'aqueduc. Au sein de la MRC, les territoires d'Amos et de Saint-Mathieu comptent le plus grand nombre d'installations permettant l'utilisation des eaux souterraines provenant des eskers. Le puits municipal d'Amos permet actuellement d'avoir de l'eau à un coût raisonnable (UQAT, 2007a). En 2001, la Ville d'Amos a d'ailleurs été médaillée d'or pour la pureté de son eau lors du plus important concours international de dégustation d'eau au monde, à Berkeley Springs, West Virginia, États-Unis.

Depuis les premières réflexions du CPA, le secteur hydrique a connu un

certain développement. En 2003, l'UQAT a mis en place une programmation de recherche axée sur l'acquisition de connaissances relatives à l'eau souterraine en Abitibi-Témiscamingue. Cet ambitieux programme, qui a vu le jour grâce à un partenariat entre l'UQAT, la Commission géologique du Canada (CGC) et l'Institut national de la recherche scientifique, Eau, Terre et Environnement (INRSETE), a contribué à la création d'un groupe de recherche sur les eaux souterraines à l'UQAT en 2005. Ce groupe de recherche est basé sur le campus d'Amos et est composé de 4 personnes (UQAT, 2007b).

Par ailleurs, la Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue (SESAT), créée en 2002 par des citoyens sensibilisés aux règles de gouvernance relatives à l'eau, est également implantée en totalité dans les locaux du campus d'Amos (UQAT). Son projet de permanence a été mis en place grâce au Fonds du Pacte Rural de la MRC d'Abitibi entre autres. La SESAT a pour mission de soutenir l'acquisition et le transfert de connaissances en vue d'assurer une gestion responsable, concertée et proactive du potentiel hydrique de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue. Les objectifs poursuivis par la SESAT visent principalement à contribuer à établir des règles relatives à la gouvernance, la protection et la mise en valeur de l'eau souterraine, à soutenir les efforts de recherches effectuées par l'UQAT, à assumer le rôle de concertation sur le territoire ainsi qu'à favoriser l'acquisition et le transfert de connaissances vers tous les acteurs concernés par la gestion de l'eau souterraine.

Depuis mars 2007, l'UQAT et la SESAT sont liées par une entente. Les deux partenaires sont devenus pratiquement essentiels l'un à l'autre, la SESAT étant devenue l'organisme de transfert de connaissances de l'UQAT. La présence de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'UQAT apporte également une expertise très pertinente en ce qui a trait aux processus de concertation sur le territoire.

Le programme de recherche sur l'eau souterraine de l'UQAT a fourni des résultats significatifs et concrets sur le développement des connaissances sur la quantité et la qualité des eaux souterraines de la MRC d'Abitibi, sur la compréhension de l'écoulement de l'eau souterraine dans un segment d'esker et dans le cadre de programmes de communication s'adressant aux scientifiques et à la population.

Pour les prochaines années, la programmation de recherche visera à accroître davantage les connaissances sur les ressources en eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue afin de mieux les protéger et les mettre en valeur dans une perspective de développement durable. De

manière plus spécifique, les objectifs sont de :

- Poursuivre la cartographie hydrogéologique dans la MRC d'Abitibi;
- Réaliser un inventaire des eskers de l'Abitibi-Témiscamingue en fonction de leur potentiel en eau souterraine et de leur vulnérabilité face à diverses activités humaines;
- Poursuivre la cartographie en trois dimensions et comprendre la dynamique d'écoulement de l'eau souterraine de segments d'eskers ciblés;
- Poursuivre la formation de personnes hautement qualifiées, comprenant des étudiants gradués, des stagiaires, des professionnels de recherche et des techniciens.

Le développement de cette programmation de recherche est appuyé par le milieu qui a exprimé ses préoccupations sur la ressource et qui désire participer activement au développement durable de la région. Plusieurs partenaires participent à la programmation de recherche, dont la Ville d'Amos.

La recherche est également à la base de la vision 2020 associée au développement des eskers de l'Abitibi-Témiscamingue. En effet, en 2020, le créneau d'excellence sur l'eau souterraine associée aux eskers de l'Abitibi-Témiscamingue se distinguerait sur trois volets (Labelle, 2007) :

- L'eau, une priorité :

La région aura mis de l'avant, en collaboration avec les usagers, les gouvernements et la population, un modèle de gouvernance efficace et responsable. L'eau sera au cœur du développement régional, des valeurs de la population, de la gestion du territoire et du développement économique. L'activité économique s'adaptera à la protection de l'eau en introduisant des mesures de protection et des alternatives innovantes (Labelle, 2007).

- L'eau, source de connaissances et d'innovations :

Le modèle de gouvernance se fondera sur une connaissance scientifique approfondie des eskers et de l'eau qu'ils contiennent. La région sera en mesure de faire une gestion intégrée de ses ressources en eau, un développement qui l'aura incitée à être innovatrice dans la conception d'outils d'évaluation, de monitoring et de gestion du territoire. La renommée de l'Abitibi-Témiscamingue rayonnera au-delà de ses frontières et incitera les réseaux du secteur de l'eau à des partenariats avec la région, tant au niveau de la formation, de la recherche que des affaires (Labelle, 2007).

- L'eau, une ressource précieuse et valorisée :

La connaissance scientifique approfondie de l'eau d'eskers aura permis à la région d'instaurer un développement économique fondé sur la valeur ajoutée procurée par une eau de très haute qualité. La valorisation de l'eau se fait dans une perspective de développement durable (Labelle, 2007).

De plus, les élus ont confirmé en mars 2008 leur volonté de faire une gestion durable de l'eau disponible au travers des actions de protection de l'esker, de fourniture et de distribution de l'eau, de surveillance accrue de la qualité de l'eau et vigilance quant à l'utilisation rationnelle de l'eau (GOUV. DU QC, 2008).

Enfin, à noter qu'une compagnie d'embouteillage de l'eau, Eaux Vives Water Inc. est présente sur le territoire de Saint-Mathieu-d'Harricana, municipalité limitrophe d'Amos. Elle compte actuellement plus de 100 employés (SERVCAN, 2007). Anciennement Eaux Vives Harricana, l'entreprise a été rachetée récemment par une filiale de Morgan Stanley. Ceci permettrait d'amener un réseau de distributeurs intéressants pour la vente des produits.

2.6.3 Formation

En ce qui a trait à la formation dans le domaine de la ressource hydrique, le campus d'Amos y est actif en offrant une maîtrise en génie minéral volet hydrologique, ainsi qu'un doctorat en science de l'environnement, tous deux reliés à la ressource hydrique souterraine.

2.6.4 Diagnostic stratégique - Secteur hydrique

2.6.4.1 Environnement externe

Opportunités

1. Créneau en évaluation dans le cadre du programme ACCORD;
2. Intérêt grandissant pour des produits de 2e et 3e transformation de l'eau.

Menaces

1. Adoption d'une réglementation mal adaptée pouvant affecter l'exploitation de l'eau souterraine;
2. Contamination de l'eau.
3. Nationalisation de l'eau.

2.6.4.2 Environnement interne

Forces

1. Eau de qualité reconnue;
2. Eau disponible à un coût raisonnable;
3. Recherche proactive sur l'eau souterraine : Groupe de recherche sur l'eau souterraine (UQAT) et permanence de la SESAT;
4. Volonté de gestion intégrée et concertée de la ressource;
5. Présence d'une compagnie d'embouteillage en eau reconnue à l'international et avec un bon réseau de distribution.
6. Regroupement de gens qui se penchent sur un modèle de gouvernance efficace et responsable
7. Développement d'une expertise régionale pouvant être transférée.

Faiblesses

1. Faible capacité du milieu à investir dans de nouveaux projets.
2. La qualité de l'eau est peu attrayante pour du développement économique.

Tableau 2.11 Diagnostic stratégique – Secteur hydrique

Diagnostic stratégique

Plusieurs marchés existent ou vont être générés dans les prochaines années à partir de la ressource hydrique : L'eau embouteillée, les produits de 2^e et 3^e transformation, tels que les produits nutraceutiques, ou les produits de beauté, ou encore le développement de centres de soins spécialisés.

En ce qui concerne les autres marchés, une étude de la SESAT a conclu que trop d'efforts devaient être déployés aujourd'hui pour les retombées que ces marchés pourraient apporter actuellement. Cependant, la recherche proactive universitaire ainsi que la présence de la SESAT pourront permettre de saisir les occasions lorsqu'elles se présenteront.

En attendant, la volonté des élus d'agir selon des principes de gestion intégrée et concertée est une force majeure, si ces derniers sont appliqués, qui doit être encouragée et qui va permettre de préserver l'eau de la contamination et du tarissement potentiel.

Enjeux

- Positionner Amos comme une ville inscrivant le développement de sa ressource hydrique de manière responsable et assurer le rôle d'information auprès de la communauté.
 - Soutenir la SESAT dans ses actions de développement économique durable qui mise sur l'eau provenant des eskers.
 - Promouvoir l'image de la ville au niveau provincial et national, grâce notamment aux communications touristiques.
 - Soutenir le groupe de recherche en participant à la communication de l'information récoltée.
 - Mobiliser l'ensemble des citoyens (y compris corporatifs) pour que l'utilisation responsable de
-

l'eau soit un réflexe pour tous.

- Développer un modèle de gestion pour assurer la protection et la pérennité de la ressource en mettant en œuvre un projet pilote de gestion intégrée et concertée de l'eau souterraine.
 - Continuer à soutenir le développement de formations de 2^e et 3^e cycles.
 - Continuer à soutenir la recherche dans un objectif d'obtenir un laboratoire.
-

2.7 Nordicité

La consolidation des partenariats avec les communautés du Nord-du-Québec est un axe de développement valorisé par la communauté amossoise, autant par les élus que par les commerçants.

2.7.1 Contexte du secteur nordicité

Ce secteur se rapporte au développement économique de la MRC d'Abitibi au travers de ses relations avec la région du Nord-du-Québec. Le développement des territoires nordiques, où les activités minières, forestières et touristiques, en plus des projets hydroélectriques, sont très présentes, génère de nombreux espoirs quant aux retombées économiques potentielles dans la MRC d'Abitibi et la ville d'Amos.

La MRC d'Abitibi a une position géographique stratégique vis-à-vis de ce territoire grâce à un axe routier traversant la MRC et se rendant directement dans la région du Nord-du-Québec. Cependant, la MRC de la Vallée-de-l'Or est mieux positionnée économiquement et socialement face aux populations nordiques, notamment les Cris (CPA, 2007d).

Ce vaste territoire comprend des modes d'organisation particuliers par rapport au reste de la province qui permettent notamment à trois ethnies de coexister : les Cris, les Inuits, et les Jamésiens. De plus, la région est marquée par la présence de citoyens corporatifs majeurs, tels qu'Hydro-Québec, la Société d'Énergie de la Baie-James, la Société de développement de la Baie James, la Société minière Raglan, qui représentent des occasions de contrats pour les entrepreneurs de la MRC d'Abitibi et de la ville d'Amos.

L'enjeu majeur pour développer ce secteur est de connaître suffisamment les réalités des communautés nordiques aux niveaux économique, culturel, social et politique afin de pouvoir tisser des liens de confiance et des partenariats allant au-delà de la simple relation mercantile.

Pour pouvoir intervenir auprès des communautés criées, favoriser les échanges intercommunautés, préparer et mettre en œuvre un plan d'action, un agent de liaison crié, M. Kenneth Gilpin, a été embauché. Sa présence a été fortement appréciée dans le cadre des missions économiques organisées par la Chambre de commerce d'Amos-Région (CCAR). Des rencontres fructueuses ont été tenues avec différents organismes criés, notamment : Grand Council, Cree Regional Authorities (CRA), Cree School Board (CSB), Cree Health Board (CHB).

Les différents projets mis en place suite aux recommandations du CPA en 2003 ont donc tous eu un impact positif sur le développement économique de la MRC d'Abitibi.

2.7.2 Positionnement de la Ville dans la MRC

Amos possède des entreprises diversifiées pouvant se positionner autant comme fournisseurs de biens et services pour les entreprises majeures, qu'auprès des populations du Nord-du-Québec. À cet effet, une forte proportion de la population de Matagami acquiert beaucoup de biens et de services à Amos. La liste des produits comprend des vêtements, des produits de pharmacie et d'esthétique, des produits informatiques, de l'équipement de bureau, des meubles, des livres et autres fournitures de bureau, ainsi que les services d'un chiropraticien (Daniel Cliche, 2007).

Par ailleurs, en Abitibi-Témiscamingue, comme pour la région Nord-du-Québec, Hydro-Québec, dans le cadre d'un partenariat avec les milieux concernés, a créé un organisme pour s'assurer que ces régions bénéficient au maximum des retombées économiques des grands travaux que cette société d'État réalise en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec.

Son rôle principal est de favoriser la concertation et la synergie des intervenants du milieu afin de développer des stratégies et des outils pour profiter des retombées des grands travaux d'Hydro-Québec.

Plusieurs entreprises de la MRC d'Abitibi et de la ville d'Amos ont profité et profitent présentement de contrats octroyés par Hydro-Québec dans le cadre de projets dans le Nord-du-Québec comme Eastmain-1 et Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert, soit par exemple :

- Les Serres coopératives de Guyenne (240 000 \$) pour la production de semis d'aulnes crispés;
- Construction G. Proulx et Frères inc. (823 525 \$) pour l'agrandissement

de l'aérogare de Némiscau;

- Norascon-Hébert inc. (48 704 446 \$) pour l'excavation de la centrale, de la prise d'eau et de conduites forcées et le bétonnage de conduites forcées à Eastmain-1;
- Construction Norascon inc. (660 000 \$) pour les fournitures, installation et exploitation de l'usine à béton des biefs Rupert;
- Salon Louissette enr. (16 200 \$) pour des Services de massothérapie au campement de la Nemiscau.

2.7.2.1 Actions des élus de la Ville d'Amos dans le développement de la Nordicité

La volonté des élus de s'investir dans le secteur de la Nordicité s'est concrétisée dans les dernières années par plusieurs gestes de soutien à la CCAR, notamment un appui financier de 63 000 \$ dans le cadre du CPA. La participation d'Amos dans le dossier du Secrétariat aux alliances Nation crie/Abitibi-Témiscamingue est également une force. Ces actions ont permis de renforcer la position d'Amos et de développer de meilleurs liens d'affaires. Ils ont permis d'améliorer la connaissance sur les réalités des communautés nordiques.

2.7.2.2 Offre de biens et services relativement complète à Amos

La nordicité ne doit pas être vue uniquement du point de vue commercial. Toutefois, une offre de biens et de services complète et répondant aux besoins des communautés nordiques est essentielle.

La Ville d'Amos bénéficie du réseau de la Fondation Rues Principales via Revitalisation Amos qui propose des actions de revitalisation des artères. Revitalisation Amos permettra entre autres d'attirer et de fidéliser les consommateurs du Nord, notamment la population de Matagami. Ceci facilitera de plus le positionnement d'Amos comme destination de passage pour les touristes, chasseurs et pêcheurs qui se rendent dans le Nord-du-Québec, et ainsi engendrer des retombées économiques intéressantes. Cependant, si cette offre constitue bien une force pour Amos, la capacité d'accueil doit être améliorée continuellement, notamment par une plus grande proportion de commerçants et d'employés parlant l'anglais.

2.7.2.3 Services hospitaliers et développement de l'aéroport

Deux infrastructures de la ville en particulier sont portées à attirer la fréquentation crie, soit les services hospitaliers et l'aéroport.

D'une part, la présence d'un service orthopédique au centre hospitalier d'Amos constitue une force pour la ville. Il semble répondre aux besoins des communautés crie, car leur présence est de plus en plus importante (CPA, 2007e, p. 18).

D'autre part, la présence de l'aéroport Magny, aéroport municipal d'Amos, permet de renforcer les liens avec les communautés nordiques qui ont également des facilités aéroportuaires. Dans le cas de Val-d'Or, la présence de l'aéroport a été un atout de taille pour développer une collaboration avec les Cris. La présence de l'aéroport est également essentielle pour le développement économique général de la ville d'Amos. D'ailleurs, sa présence était l'une des conditions à l'époque pour l'implantation de l'usine de papier journal à Amos. Elle permet également à l'avion ambulance d'atterrir à Amos, sans parler des usagers qui l'utilisent à titre de loisir.

La Ville d'Amos a par ailleurs très bien saisi l'importance stratégique que revêt le développement de l'aéroport. Entre autres, elle a financé le projet d'installation d'un système d'approche GPS qui permet à l'avion ambulance d'atterrir lorsque le plafond aérien est trop bas et, d'autre part, la Ville est présentement à poursuivre l'évaluation des conditions de la piste qui avait été refaite à neuf en 1990. La Ville s'est d'ailleurs dotée d'un fondeur à bitume (appareil bouche fissures) qui sert à l'entretien de la surface d'atterrissage.

2.7.3 Diagnostic stratégique - Nordicité

2.7.3.1 Environnement externe

Opportunités

1. Besoins non comblés des populations nordiques;
2. Redémarrage de sites miniers dans le Nord-du-Québec;
3. Les contrats octroyés par Hydro-Québec dans le cadre des grands travaux effectués dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue ou dans le Nord-du-Québec;
4. Présence d'un aéroport fonctionnel pouvant saisir des opportunités avec le Nord-du-Québec (accueil de Beaver, Charter, etc.);
5. Présence d'Avionnerie Amos Itée, une entreprise spécialisée dans l'entretien d'avions.

Menaces

1. Positionnement favorable de Val-d'Or dans l'établissement des relations commerciales avec le nord;
2. Accroissement de l'autonomie des communautés autochtones : impact possible sur les relations d'affaires (biens et services).

2.7.3.2 Environnement interne

Forces

1. Mobilisation des élus par leur soutien aux actions de la CCAR;
2. Offres de services et de biens répondant aux besoins des communautés nordiques;
3. Proximité du village Pikogan habité à 40 % par la communauté crie;
4. La ville d'Amos est située au centre de l'Abitibi;
5. Position géographique de l'aéroport.

Faiblesses

1. Faible proportion de personnes parlant l'anglais;
2. Connaissance faible de l'histoire et de la culture autochtone.

Tableau 2.12 Diagnostic stratégique – Nordcité

Diagnostic stratégique

La ville d'Amos, en plus de sa situation géographique privilégiée sur la région du Nord-du-Québec, possède des forces non négligeables : une offre intéressante de services et de biens, des élus mobilisés, la présence d'un aéroport fonctionnel, etc. Ces forces, accompagnées des opportunités d'affaires offertes par les grandes entreprises minières et Hydro-Québec ainsi que la présence du village Pikogan, peuvent permettre de mieux positionner les entreprises d'Amos en Abitibi-Témiscamingue.

Les entreprises de Val-d'Or sont des concurrentes de taille, car la municipalité possède des liens forts avec le Nord et particulièrement avec les communautés crie. De plus, la faible proportion de personnes parlant l'anglais à Amos pourrait ralentir le développement des liens avec les communautés et freiner le développement des activités avec le Nord.

Enjeux

- Positionner Amos comme la porte principale d'accès entre le Nord-du-Québec et le reste du Québec, ainsi que comme l'acteur principal dans la MRC d'Abitibi pour le soutien des communautés et des activités de la région du Nord-du-Québec.
 - Augmenter la proportion de personnes parlant l'anglais.
 - Accompagner les entreprises dans les réseaux de contacts nordiques.
 - Soutenir le groupe de recherche en participant à la communication de l'information récoltée.
 - Supporter activement les échanges entre communautés, entre autres pour améliorer la connaissance de leurs besoins.
 - Continuer la maintenance et le développement de l'aéroport.
-

3 DÉFINITION DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Avant de procéder à la définition des grandes orientations de la politique de développement économique de la ville d'Amos, il apparaît pertinent de faire d'abord un rappel à la section 3.1 des éléments de réflexion qui sont ressortis du processus mené à l'échelle de la MRC dans le cadre de la démarche de Concertation pour l'action (CPA). Par la suite, la section 3.2 présente une synthèse des créneaux d'excellence qui ont été établis dans le cadre du programme ACCORD, dans la mesure où ces créneaux d'excellence vont guider en grande partie les actions gouvernementales pour appuyer le positionnement de la région sur les marchés extérieurs.

3.1 Rappel des orientations de la démarche de Concertation pour l'action (CPA)

Le tableau 3.2 présente une synthèse des analyses, des orientations et des projets qui ont ressorti de la démarche de Concertation pour l'action (CPA) qui a été mise en œuvre à l'échelle de la MRC.

3.2 Synthèse des orientations du programme ACCORD pour l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la base des études et des analyses menées dans la région, le comité régional ACCORD a identifié les créneaux d'excellence qui caractérisent la région de l'Abitibi-Témiscamingue :

Leader :

- Systèmes de construction en bois
- Techno-mines souterraines

En émergence à moyen et à long termes :

- Agriculture nordique axée sur la production bovine

En évaluation :

- Valorisation des ressources hydriques

Une synthèse des concepts et des avantages qui sous-tendent chacun des créneaux est présentée au tableau 3.1.

Tableau 3.1 Concept et avantages des créneaux d'excellence
du programme ACCORD en Abitibi-Témiscamingue.

Techno-mines souterraines	
Concept	Avantages
Le regroupement et l'intégration des filières reliant l'exploration jusqu'à l'exploitation souterraine afin de créer un système industriel fort et compétitif tant au Québec qu'en Amérique et au monde.	<ul style="list-style-type: none"> • Relie tous les aspects de la compétitivité des mines souterraines. • Met en valeur l'expertise développée en région. • Permet de créer une synergie entre tous les acteurs (équipementiers, producteurs et centres de recherche). • Mise sur la R-D afin de relancer les filières à maturité. • Regroupe les développements en communication souterraine et en automatisation qui concernent les mines souterraines et filoniennes.
Systèmes de construction en bois	
La convergence des sous-secteurs du bois d'ingénierie, des panneaux, des systèmes préfabriqués ainsi que du bois d'œuvre pour en faire un créneau bien structuré et complet afin de se positionner dans divers marchés.	<ul style="list-style-type: none"> • Bois d'ingénierie en augmentation de 9 % par an depuis 1995 et projection de 5 % par an d'ici 2005. • Tendance à l'autoconstruction. • Marché au sud des États-Unis à fort potentiel dans des niches très ciblées. • Tembec et Norbord établissent, en partie, un réseau de distribution en 2^e et 3^e transformation. • Secteurs forts en région. • Essences résineuses adaptées à ce créneau. • Permet de se distinguer par rapport aux autres régions.
Agriculture nordique axée sur la production bovine	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation de productivité, de la transformation et de la commercialisation du bœuf. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de développer et de diversifier la filière bovine régionale. • Grand potentiel de création d'emplois. • Produit de niche. • Activités de recherche et développement en région. • Consolidation de la filière bœuf en région. • Zone économique intéressante avec le nord-est ontarien. • Tendance de saine alimentation en émergence.
Valorisation des ressources hydriques	
La mise en valeur de la ressource hydrique à des fins agroalimentaires, cosmétiques, pharmaceutiques, etc.	<ul style="list-style-type: none"> • La qualité de l'eau exploitée. • L'eau d'esker est un produit de niche. • Marché très porteur, croissance des ventes prévue de 8 % pour les eaux embouteillées au cours des cinq prochaines années en Amérique du Nord. • Partenariats possibles avec des joueurs solides au Québec.

3.3 Définition de la politique de développement économique

3.3.1 Identification des atouts stratégiques et des défis

Sur la base des analyses effectuées à l'échelle régionale et des analyses sectorielles présentées précédemment, le développement socioéconomique d'Amos peut bénéficier d'atouts importants qui, sur le plan stratégique, peuvent constituer autant d'éléments de force à partir desquels il sera possible d'établir des orientations. Les éléments de force les plus importants à considérer sont les suivants :

Les atouts stratégiques

- Expertise en foresterie (CSH, Cégep et UQAT).
- Présence de décideurs locaux reliés à l'industrie forestière.
- Présence de la ressource hydrique qui représente un élément distinctif offrant un potentiel en terme d'image de marque, de développement touristique et de positionnement en recherche et développement dans le domaine de la ressource hydrique souterraine;
- Présence de gens d'affaires possédant une forte capacité d'innovation peu exploités.
- Situation géographique favorable d'Amos comme centre de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que porte d'entrée vers le Nord-du-Québec et présence d'un aéroport fonctionnel pouvant bénéficier de certaines retombées grâce aux relations d'affaires avec les communautés autochtones et les grandes corporations en milieu nordique;
- Existence de plusieurs projets d'exploration minière dans le secteur de la MRC d'Abitibi, dont principalement celui de l'entreprise Royal Nickel inc;
- Rôle d'Amos comme pôle commercial : Impact sur l'activité commerciale et les services;

En contrepartie, le développement d'Amos doit faire face à plusieurs défis majeurs qui commandent des actions structurantes à plusieurs niveaux :

Les défis de développement

- Nécessité de diversifier l'activité industrielle et commerciale afin de diminuer à long terme la prépondérance des secteurs forestier et minier dans la structure économique;

- Nécessité de soutenir les efforts visant à redynamiser l'industrie forestière qui, avec l'industrie minière, demeure la base de la structure économique. La dynamisation du secteur forêt passe notamment vers la valorisation de la forêt et sa reconversion;
- Nécessité de diminuer la dépendance des directions d'entreprises extérieures ainsi qu'à des créneaux ciblés;
- Développement du centre-ville d'Amos à titre de pôle commercial attractif;
- Développement du secteur minier lié à la conjoncture économique, notamment en raison de la fluctuation des prix des métaux;
- Perspective de pénurie de main-d'œuvre qualifiée susceptible d'affecter entre autres le développement des secteurs minier et forestier;
- Importance de consolider l'offre touristique afin de profiter de la croissance de ce secteur;
- Poursuivre la mise en place et le maintien des formations techniques et académiques qui cadrent avec les orientations de développement à moyen et long termes;
- Nécessité de soutenir les efforts en recherche et développement à travers l'ensemble des secteurs névralgiques qui commandent un développement à court, moyen et long termes.
- Vieillesse de la population et arrivée massive des baby-boomers à l'âge de la retraite jumelés aux difficultés structurelles et conjoncturelles vécues dans les secteurs traditionnels : Impact significatif sur la relève et la transmission des connaissances / impact sur la relève d'entreprise / impact sur la demande de services, notamment dans le secteur de la santé et des services sociaux.

En regard de ces constats, la définition des axes de développement et des actions stratégiques a été abordée en considérant les enjeux suivants :

- Le raffermissement des secteurs forestier, minier et agroalimentaire qui sont à la base de la structure économique;
- La diversification de la structure économique en favorisant des créneaux pour lesquels la Ville peut bénéficier d'avantages stratégiques distinctifs;
- La disponibilité et la qualification de la main-d'œuvre;
- La revitalisation de l'activité commerciale et le renforcement des activités récréotouristiques;
- La cohésion du leadership et de l'encadrement des efforts de développement, en regard des objectifs et des moyens mis en œuvre par les différents organismes (Ville, CLD, SADC, Emploi Québec, UQAT,

CSH, CSSS, Cégep, CCAR).

3.3.2 Définition des objectifs et des axes de développement

La définition de la Politique a été structurée en considérant sept axes de développement principaux, soit :

- Axe 1 : Dynamisation et encadrement du processus de diversification économique;
- Axe 2 : Consolidation et repositionnement du secteur forestier;
- Axe 3 : Appui au développement du secteur minier comme créneau prioritaire;
- Axe 4 : Appui au développement du secteur agroalimentaire comme créneau secondaire;
- Axe 5 : Consolidation du secteur touristique comme créneau en émergence;
- Axe 6 : Développement/consolidation des relations d'affaires avec les communautés et entreprises du Nord-du-Québec;
- Axe 7 : Développement des activités en lien avec le secteur hydrique.

Le tableau de la page suivante présente une synthèse des principaux constats à considérer pour chacun des axes, de même qu'une définition des objectifs à atteindre et des actions à considérer.

Les secteurs minier et forestier sont à la base même de la structure économique de la ville. Alors que l'industrie forestière est en crise, le secteur minier est en effervescence et offre des occasions de développement intéressantes. Toutefois, il est clair que la prépondérance de ces secteurs dans la structure économique régionale constitue une menace et que, dans une perspective de développement durable, la diversification de l'activité économique doit constituer une priorité.

Pour faire face à cette situation, l'analyse de processus de diversification mis en œuvre ailleurs au Canada et aux États-Unis a clairement fait ressortir l'importance d'adopter une attitude proactive de l'ensemble des parties prenantes du milieu dans la démarche de diversification et, pour se faire, de mettre en place une structure réunissant les principaux acteurs socioéconomiques régionaux, tant des secteurs publics que privés.

Par ailleurs, les processus de diversification qui poursuivent une démarche fructueuse ont tous basé leur approche sur l'identification de pôles d'excellence. Cette approche permet dans un premier temps de concentrer les ressources vers les secteurs économiques présentant les meilleures perspectives de croissance à moyen et long termes. Cette démarche donne

aussi l'occasion d'établir le positionnement stratégique à partir d'une image de marque bien définie, permettant d'accroître la visibilité et la notoriété de la ville pour certains secteurs d'activités. Les activités de démarchage et de promotions des investissements en sont alors grandement facilitées.

Pour permettre un encadrement efficace et concerter des efforts de diversification, il est proposé de mettre en place un comité de diversification. Ce comité permettra, d'une part, de coordonner les démarches d'accompagnement à mettre en œuvre afin de favoriser l'émergence de projets par l'entremise des entreprises et entrepreneurs locaux et régionaux. D'autre part, le comité permettra de coordonner les actions visant à implanter un contexte favorable à la venue de travailleurs ou de promoteurs de l'extérieur. La disponibilité et la qualification de la main-d'œuvre vont constituer des facteurs importants à considérer.

4. CONCLUSION

En terminant, les secteurs minier et forestier sont à la base même de la structure économique de la Ville. Alors que l'industrie forestière est en crise, le secteur minier, bien que malmené par les marchés boursiers, offre des occasions de développement intéressantes. Toutefois, il est clair que la prépondérance de ces secteurs dans la structure économique régionale constitue une menace et que, dans une perspective de développement durable, la diversification de l'activité économique devra donc constituer une priorité pour les dirigeants de la Ville d'Amos.

- ABITIBIBOWATER. 2007. Site Web d'AbitibiBowater, 2007. Adresse Internet : <http://www.abitibibowater.com/nous-joindre.aspx?city=Amos&state=Qc>
- ADN. 2006. *Étude de positionnement de la ville d'Amos en développement économique*. Rapport final. 37 pages. Présenté à Ville d'Amos. Par Claude Balleux, associé, ADN-Organisations. Août 2006.
- CRÉAT. 2007. *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue. 2007-2011*. Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue. 2007. 64 pages. Disponible à l'adresse Internet : http://www.conferenceregionale.ca/plan_strategique.htm
- CLD. 2007. *Plan stratégique de développement touristique de la MRC d'Abitibi 2007-2012*. Centre local de développement. 27 pages et annexes. 20 mars 2007. Adresse Internet : <http://www.cldabitibi.com/tourisme.html>
- CPA. 2004. *Description sommaire du secteur Hydrique - État de situation*. Volume n° 3. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Version finale. 19 pages. 12 janvier 2004.
- CPA. 2004b. *Description sommaire du secteur NTIC - État de situation*. Volume n° 6. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Version finale. 24 pages. Janvier 2004.
- CPA. 2007a. *Description sommaire du secteur Agroalimentaire - État de situation*. Volume n° 1. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Mise à jour réalisée par le CLD Abitibi. Version finale. 48 pages. Mai 2007.
- CPA. 2007b. *Description sommaire du secteur Forestier - État de situation*. Volume n° 2. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Mise à jour réalisée par le CLD Abitibi. Version finale. 25 pages. Avril 2007.
- CPA. 2007c. *Description sommaire du secteur Minier - État de situation*. Volume n° 4. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Réalisée par la Chambre de commerce d'Amos-région. Version finale. 44 pages. Avril 2007.

- CPA. 2007d. *Description sommaire du secteur Nordicité - État de situation*. Volume n° 5. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Réalisée par la Chambre de commerce d'Amos-région. Version finale. 27 pages. 25 mai 2007.
- CPA. 2007e. *Description sommaire du secteur Tourisme - État de situation*. Volume n° 7. Produit dans le cadre de Concertation pour l'action. Réalisée par la Chambre de commerce d'Amos-région. Version finale. 31 pages. 30 novembre 2003.
- GOUV.QC. 2008. *La Ville d'Amos fait le point sur la gestion de l'eau potable*. Communiqué du 31 mars 2008. Portail gouvernemental Région de l'Abitibi-Témiscamingue. Adresse Internet : <http://www.abitibitemiscamingue.gouv.qc.ca/actualites/communiques>
- ISQ. 2003. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, Institut de la statistique du Québec, édition 2003. Adresse : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp_poplt/mrc2001_2026/index.htm
- MAPAQ. 2003. *Profil de la région Abitibi-Témiscamingue*. 2003. <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/Fr/Regions/abitibitemiscamingue/profil/>
- OBSERVAT.2007a. *L'économie*, Mariella Collini, agente de recherche de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Novembre 2007. Adresse Internet : www.observat.qc.ca
- OBSERVAT.2007b. *Portrait des ressources hydriques*, Mariella Collini, agente de recherche de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Mars 2007. Adresse Internet : www.observat.qc.ca
- Q-WEB. 2007. *Matériaux Blanchet inc.*. Bureau de promotion des produits forestiers du Québec, 2007. Adresse : <http://www.quebecwoodexport.com/pdf/SLF5.pdf>
- STATCAN. 2008a. *Profil des communautés de 2006. Recensement de 2006*. Statistiques Canada. Page Internet actualisée le 4 janvier 2008. Adresse : <http://www12.statcan.ca/english/census06/data/profiles/community>

- STATCAN. 2008b. *Recensement de l'agriculture de 2006*. Statistiques Canada. Page Internet actualisée le 8 avril 2008. Adresse : <http://www26.statcan.ca:8080/AgrProfiles/cp06/PlaceSearch.action>
- SERVCAN. 2007a. *Liste des industries et des commerces*. Centre de service Canada en Abitibi-Témiscamingue, octobre 2007.
- SERVCAN. 2007b. *Avis sur l'industrie forestière en Abitibi-Témiscamingue*. Direction de l'analyse socioéconomique, CSC Abitibi-Témiscamingue. Préparé par Luc Blanchette, économiste. Octobre 2007.
- SERVCAN. 2007c. *Avis sur l'industrie minière en Abitibi-Témiscamingue*. Direction de l'analyse socioéconomique, CSC Abitibi-Témiscamingue. Octobre 2007.
- SOL-AIR. 2006. *Stratégie d'intervention en agriculture biologique*. Préparé par Sol-Air Consultants pour le Centre Local de Développement Abitibi. 40 pages et annexes. Mars 2006.
- TCAAT. 2006. *Plan de développement agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue 2006-2010*. Table de concertation agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue. Centre local de développement. 8 pages. Adopté le 10 mars 2006.
- TOURISME QC. 2004. *Le tourisme au Québec en bref*. Éditions 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004.
- UQAT. 2007a. *Groupe de recherche sur l'eau souterraine*. Adresse : <http://web2.uqat.ca/eausouterraine/index.html>
- UQAT. 2007b. *Que savons-nous de l'eau des eskers?*. Communiqué du 16 mars 2007. Adresse Internet : <http://www.uqat.quebec.ca/repertoire/communiques/>

ANNEXE 1

Liste des acronymes

ANNEXE 1. Liste des acronymes.

ACCORD	Action concertée de coopération régionale de développement
CCAR	Chambre de commerce d'Amos-Région
CHB	Cree Health Board
CLD	Centre local de développement
CPA	Concertation pour l'action
CRA	Cree Regional Authorities
CSB	Cree School Board
ISQ	Institut Statistique du Québec
MISA	Mines, Innovations, Solutions, Applications
MRC	Municipalité régionale de comté
PIB	Produit intérieur brut
PMP	Pied mesure de planche
SADC	Société d'aide au développement des communautés
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SESAT	Société des eaux souterraines de l'Abitibi-Témiscamingue
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SWOT	Strength, Weakness, Opportunity, Threat (forces, faiblesses, perspectives et menaces)
UQAT	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue